

Transformation
du café : L'usine
de torréfaction
de l'UCCAO
inaugurée

FILIÈRE HUILE DE PALME : VERS LA RÉDUCTION DU DÉFICIT STRUCTUREL AU CAMEROUN



Yaounde Cameroon
host country of the
2026 kampala
declaration

**COOPÉRATION
CAMEROUN-ISRAËL:**
90 milliards pour
booster la filière
rizicole

SIX corporations
to benefit the imple-
mentation of PIISAH for
the 2026 financial year



New equipment acquired by UNVDA to boost the production of rice

The newly installed rice mill





S.E. Paul BIYA
*Président de la République
du Cameroun*

H.E. Paul BIYA
*President of the Republic
of Cameroon*

« L'agriculture, je le répète, est notre
authentique richesse. »

Paul BIYA, le 17 janvier 2011

Discours inaugural du Comice agropastoral d'Ebolowa

« Agriculture, I repeat, is our real wealth. »

Paul BIYA, 17 January 2011

Inaugural speech of the Ebolowa Agropastoral show



Dr Joseph Dion Ngute
Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Dr Joseph Dion Ngute
Prime Minister, Head of the Government



M. Gabriel Mbairrobe
*Ministre de l'Agriculture et du
 Développement Rural*

M. Gabriel Mbairrobe
*Minister of Agriculture and Rural
 Development*



Pr MBONG épouse BAMBOT Grace Annih
*Secrétaire Général du Ministère de
 l'Agriculture et du Développement Rural*

Pr MBONG épouse BAMBOT Grace Annih
*Secretary General to the Ministry of Agriculture
 and Rural Development*



**Minader Infos est une
publication du Ministère de
l'Agriculture et du
Développement Rural**

Tél :

696 98 40 14 / 677 92 76 63

website :

www.minader.cm

Directeur de publication :

Gabriel Mbairrobe

Présidente du comité

Éditorial :

Pr Mbong Grace Annih,

épse Bambot

Rédacteur en chef :

Djaoudjaourou

Rédacteurs en chef adjoints :

Heris Nange Tohnain

Yvan Njuplong

Secrétariat de Rédaction

Yelva Ella

Pauline Mbiadou

Synodine Mbala

Photos

Eric Gueguim

Ebela Athanase

Maquette et Infographie :

REIMA MEDIA

Tél. : 653 00 80 97

Impression

Régional Press

Tél. : 672 21 71 97



Editorial	7
Actu	8-21
Voeux 2026 au Minader : La modernisation agricole en marche !	8-9
Ordre national des ingénieurs de génie rural : Un nouvel exécutif en place	9
Cap sur le Plan Spécial de l'Emploi des Jeunes en 2026	10
Campagne agricole 2026 : C'est lancé dans la partie méridionale du Cameroun !	11
Agriculture camerounaise : L'impératif d'une transition durable à l'aube de 2026 Le 9 avril 2026,	12
Modernisation de l'agriculture: Les performances du PD-CVA au scanner	13
Engrais : Le Minader prescrit une plus grande prudence dans l'attribution des licences	14
Filière rizicole: Les performances du Projet de Ferme Pilote de Riziculture Irriguée d'Avangane (FPRIA-C) évaluées	15
Campagne agricole 2026 dans la zone septentrionale D'importants projets et actions en cours au profit des producteurs	16-17
MINADER and MINEPIA Host National Flag in a Renewed Display of Civic Commitment	18
Fête du Travail 2026 : La cohésion au service des objectifs du MINADER	19
Journée internationale de la femme : Le Minader célèbre la performance féminine	20
Santé des végétaux : le Cameroun renforce le bouclier contre les menaces phytosanitaires	21
Success story	23-27
Maipa Taokissam Sara : Une sahélienne passionnée de l'activité agricole	23
Cultivating Cassava, Cultivating Change: How AIVDP is Empowering Rural Communities in Cameroon's South West Region	24
Innovation agricole : Roland Fomundam et la révolution des serres	25-26
Nombouo Suzane : Femme aujourd'hui épanouie grâce au Padfa II	27
Dossier	29-40
Filière huile de palme L'impératif de la réduction du déficit structurel	29
Une étude de faisabilité technique et économique sur le palmier à huile lancée au Cameroun	30
Pamol : La doyenne dans la culture du palmier à huile au Cameroun	31
Pamol face à une reprise contrariée	32
Société Camerounaise de Palmeraies : 20 ans déjà dans la production d'huile de palme brute	33
SOCAPALM : des performances solides au service du marché local	34
Cameroon Development Corporation (CDC) : L'un des plus importants complexes agro-industriels du Cameroun	35
CDC : une reprise encore fragile	36
Camvert-Société Anonyme : Un acteur durable et structurant de la filière palmier à huile au Cameroun	37
Opalm se propose de réduire le déficit en renforçant la production et la transformation	38
Programme OPALM La première pierre de la nouvelle huilerie de Lengué posée	39
Les petits producteurs face à l'avenir	40
Le potentiel	42-65
25 jeunes de Mbang prennent le chemin de l'entrepreneuriat agricole	42
Coopération Cameroun-Israël : un partenariat de 98 milliards FCFA pour booster la production locale de riz	43
YAOUNDE CAMEROON HOST COUNTRY OF THE 2026 KAMPALA DECLARATION	44
Cacao d'Excellence 2025 Le Cameroun médaillé d'or à Amsterdam	45
LUNCH DEBATE ON THE ISSUES AND CHALLENGES OF THE MARKETING OF CAMEROONIAN RICE	46
Produits phytosanitaires et pesticides illégaux : Le rôle crucial et primordial de CropLife-Cameroun	47
GOVERNMENT OF CAMEROON LAUNCHED THE CONVERGEFOOD JOINT PROGRAMM	48
L'usine de torréfaction de café de l'Uccao inaugurée	49
L'unité de transformation de manioc de Minkoa inaugurée	50
IMPORT SUBSTITUTION AT THE FORT OF PIISAH	51-54
Filières manioc et palmier à huile : Un nouveau cap pour l'import-substitution au Cameroun	55-56
Culture du blé au Cameroun : Le plan d'action triennal 2026-2028 examiné et validé	57-61
Le CRFC, levier de l'import-substitution et de la transformation locale au Cameroun	62
MINADER Strengthens Cameroon's Rice Value Chain Through Modernisation of UNVDA Rice Processing Facility	63
Projet Plaine centrale Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural visite les installations de PAFIC FLOUR	64-65
message	66-66
Programme de valorisation des ressources en eau et du sol à usage agropastoral (PVRESA) et halieutique dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua au Cameroun	66



Par Gabriel Mbairrobe,
*ministre de l'Agriculture et
du Développement rural*

Un point de plus pour la diplomatie agricole camerounaise

Après plus de quarante années d'une coopération fructueuse entre le Cameroun et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), notre pays, à la faveur de la tenue à Rome en Italie, siège de l'organisation, des travaux de la 49^{ème} session du Conseil des gouverneurs du FIDA, vient de se voir, une fois de plus, honoré et porté au piédestal de cette organisation. En effet, en tant que gouverneur du Cameroun auprès de cette organisation, j'ai été élu par mes pairs au poste de vice-président du Bureau du Conseil des gouverneurs du FIDA pour un mandat de deux ans, courant jusqu'en février 2028. Une nouvelle victoire éclatante et remarquable de la diplomatie agricole camerounaise. Un Cameroun qui prend ainsi de plus en plus du galon sur l'échiquier international dans le domaine agricole sous la conduite et l'égide de la politique clairvoyante et avisée du président de la République et chef de l'Etat, S.E. Paul Biya. Il importe à ce sujet, de le relever pour s'en féliciter d'ailleurs que c'est pour la troisième fois en

l'espace de 15 ans que le Cameroun, notre cher et beau pays, est élu au Bureau du Conseil des gouverneurs du FIDA, dont une fois comme président et deux fois comme vice-président. Cette nouvelle élection n'est autre qu'une victoire de plus, une nouvelle confirmation à l'échelle internationale de la diplomatie agricole camerounaise impulsée par le président de la République, Paul Biya depuis son accession à la magistrature suprême de notre pays, le 6 novembre 1982. Et fort opportunément d'ailleurs, les travaux de cette 49^{ème} session du Conseil des gouverneurs du FIDA étaient placées sous le thème : "De la ferme au marché : investir aux côtés des jeunes entrepreneurs". Un thème qui va en droite ligne des orientations générales prescrites tout récemment encore par le président de la République dans son discours de prestation de serment le 6 novembre 2025 où il annonçait : "Nous allons intensifier nos efforts, en veillant à ce que les jeunes et les femmes bénéficient d'une protection accrue dans les milieux scolaire et professionnel, mais aussi en dehors de ceux-ci pour pouvoir s'épanouir pleinement".

Le FIDA aujourd'hui, c'est 1,3 milliard de jeunes femmes et hommes dans le monde entier, soit la plus grande génération de l'histoire, dont près de la moitié vit dans des zones rurales des pays en développement où le manque d'investissement a créé un déficit d'opportunités qui entrave l'expression de leur potentiel économique. Il s'avère plus qu'urgent et essentiel de combler un tel gap si l'on veut produire davantage de nourriture pour une population mondiale sans cesse croissante et créer des emplois tout au long de la chaîne de valeur agricole à savoir, de la production au stockage, à la transformation, à la commercialisation ou à l'exportation. Et comme l'a si bien clamé à l'occasion d'ailleurs, Alvaro Lario, président du FIDA : "Investir auprès des jeunes entrepreneurs n'est pas un choix ; c'est une obligation si nous voulons bâtir des systèmes alimentaires durables et résilients".

Vœux 2026 au Minader : La modernisation agricole en marche !

■ Durant la cérémonie qui réunissait responsables publics et partenaires techniques et financiers, le bilan des actions du ministère durant l'année 2025 a été dressé. Pour 2026, l'objectif est de renforcer la collaboration entre les services et les partenaires, mais aussi de mettre davantage des moyens dans la modernisation de l'agriculture et dans l'insertion des jeunes et des femmes dans ce secteur déterminant de notre économie.



Photo de famille

La salle des actes du Conseil régional du Centre à Yaoundé a servi de cadre à la cérémonie de présentation des vœux pour l'année 2026 au ministre de l'Agriculture et du Développement rural le 3 février 2026. Cet événement annuel majeur a rassemblé un large éventail d'acteurs du secteur agricole, notamment les directeurs généraux des entreprises sous tutelle, les responsables des services centraux et déconcentrés, les coordonnateurs des projets et programmes, ainsi que les partenaires techniques et financiers. Comme de tradition, la cérémonie s'est tenue au lendemain de la conférence annuelle des responsables des services centraux et déconcentrés du Minader. Ce rendez-vous annuel vise à renforcer la cohésion institutionnelle et à favoriser un dialogue constructif entre les différentes parties prenantes. Elle a offert un cadre d'échanges sur les performances enregistrées au cours

de l'année écoulée. Les discussions ont également permis d'identifier les défis persistants du secteur et de proposer des solutions à travers des travaux de groupe. C'était un moment privilégié pour aligner la vision du Minader à celle de ses structures sous-tutelle, les partenaires techniques et financiers et le secteur privé. Dans son allocution-bilan, la secrétaire générale du Minader, le Pr Grâce Anni Mbong, a dressé un état des lieux des actions menées en 2025. Elle a mis en avant les avancées enregistrées dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement sur le plan agricole, mais aussi dans l'implémentation de la politique d'import-substitution. Parmi les réalisations, figurent en bonne place l'intensification des appuis aux producteurs à travers la distribution d'intrants et des semences améliorées. Elle a également évoqué le renforcement des mécanismes d'encadrement technique des agri-

culteurs. Des progrès ont été enregistrés dans le développement des chaînes de valeur riz, le maïs, la banane plantain, le manioc, le palmier à huile, etc. La modernisation des équipements agricoles a été accélérée grâce à plusieurs programmes spécifiques. La secrétaire générale a aussi souligné le rôle des projets structurants dans l'amélioration de la productivité. Elle a mentionné les efforts en matière de transformation locale des produits agricoles. L'accès au financement pour les producteurs a connu des avancées notables. Toutefois, des défis subsistent, notamment en matière d'accès aux marchés et de résilience climatique. Pour 2026, elle a insisté sur la nécessité de consolider les acquis et d'intensifier les actions engagées. Prenant la parole à son tour, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a salué l'engagement de ses collaborateurs et partenaires. Il a félicité l'ensemble des acteurs

pour leur contribution déterminante aux performances enregistrées en 2025. Gabriel Mbairrobe a toutefois rappelé que les défis restent nombreux et exigent une mobilisation accrue. Il a invité les responsables des différentes structures à redoubler d'efforts pour atteindre des résultats plus ambitieux en 2026. Le ministre a insisté sur l'importance de la rigueur dans la mise en œuvre des projets et à la prise en compte impérative de la participation massive des jeunes et des femmes au secteur agricole, selon les hautes prescriptions du président de la République dans son discours d'investiture le 06 novembre 2025. Il a également appelé à une meilleure coordination entre les services. Une attention particulière a été accordée aux entreprises sous tutelle, invitées à améliorer leur performance et leur gouvernance. Le ministre a souligné la nécessité d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles. Il a encouragé l'innovation et l'adoption de solutions adaptées aux réalités locales. Son discours a mis l'accent sur la culture du résultat. Il a enfin exhorté les acteurs à travailler dans un esprit de responsabilité et d'efficacité.

S'agissant des perspectives pour 2026, le Minader entend poursuivre la transformation structurelle du secteur agricole. L'accent sera mis sur l'augmentation de la production locale afin de réduire les importations alimentaires. Le développement des filières stratégiques, telles que le riz, le maïs et le cacao, figure parmi les priorités. Le ministère prévoit également de renforcer les infrastructures rurales pour faciliter l'accès aux marchés. L'amélioration de la mécanisation agricole constitue un autre axe majeur. Des efforts seront consentis pour promouvoir l'agriculture intelligente face au climat.

Yvan Njuplong

Ordre national des ingénieurs de génie rural : Un nouvel exécutif en place



Le nouveau bureau exécutif de l'Ordre

■ C'était l'un des points majeurs inscrits au programme de la 7^{ème} assemblée générale de l'Ordre qui s'est tenu du 26 au 27 février 2026 dans la salle de conférences annexe du Minader.

Durant les quatre prochaines années, Dieudonné Ombala aura la lourde responsabilité de diriger le bureau exécutif de l'Ordre national des ingénieurs de génie rural du Cameroun. Précédemment secrétaire général de cette institution chargée d'encadrer cette profession, le nouveau président a été élu par acclamation par ses pairs le 27 février 2026, au deuxième jour de l'assemblée générale de l'Ordre qui s'est ouverte la veille. Le nouveau président qui peut compter sur un bureau expérimenté avec notamment Mme Bedoung Gisèle, directeur du Génie rural et de l'Amélioration du cadre de vie en milieu rural au Minader comme vice-présidente aura la responsabilité non seulement de maintenir cette association debout, mais aussi de contribuer à l'amélioration de la professionnalisation des ingénieurs, en s'assurant entre autres que tous ceux qui opèrent en marge de la loi, puissent rejoindre le tableau de l'ordre. En installant ce bureau, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural qui était représenté par l'inspecteur général du développement agricole a d'ailleurs insisté sur la nécessité pour l'Ordre de renforcer le professionnalisme et la solidarité dans ses rangs. Dans sa prise de parole, Dieudonné Ombala a donné son assurance quant au respect de cette exigence : « je vais beaucoup m'appesantir sur la sensibilisation des ingénieurs en général, et continuer à contribuer avec plus d'ardeur au développement du Cameroun ». Au cours de cette même occasion, François Mbesse Bolomiki, président sortant a été élu président d'honneur de l'Ordre. Deux autres ingénieurs hors-échelle, les doyens Etienne Kapto et Benoit Nselel ont été désignés membres honoraires. Ces derniers ont d'ailleurs rassuré le bu-

reau exécutif nouvellement élu de leur complète disponibilité à les accompagner dans leurs missions.

La veille, en ouverture de la 7^{ème} assemblée générale, quarante-trois nouveaux ingénieurs de génie rural ont rejoint les rangs après avoir prêté serment. C'était au cours de la cérémonie protocolaire d'ouverture présidée par Gabriel Mbairrobe, ministre de l'Agriculture et du Développement rural. Dans son discours de circonstance, ce dernier a rappelé que les ingénieurs doivent prendre la pleine mesure de leurs responsabilités dans la stratégie de développement du secteur rural et du secteur agricole de notre pays. Cela passe par davantage de professionnalisme dans l'exécution et la livraison des marchés, un meilleur respect des textes régissant la pratique de ce métier. Ces éléments pour lui, sont les seuls qui aideront la profession d'ingénieur de génie rural à mieux s'asseoir auprès des usagers, des collectivités locales et des pouvoirs publics.

Comme résolutions pour cette assemblée générale, nous avons entre autres l'adoption d'un nouveau budget pour les quatre prochaines années, la création d'une plateforme numérique devant faciliter le paiement des contributions des membres vivant à l'extérieur du Cameroun. L'Ordre entend aussi promouvoir davantage ses activités à travers les médias classiques et numériques. Il entend aussi améliorer le cadre d'exercice, en permettant que le gouvernement puisse contribuer à sanctionner davantage ceux qui exercent la profession en marge de l'Ordre, au mépris de la réglementation en vigueur.

Yvan Njuplong

Cap sur le Plan Spécial de l'Emploi des Jeunes en 2026



Des jeunes en action dans une plantation

■ **C'est l'objectif principal que s'est fixé le ministère de l'Agriculture et du Développement rural au titre de l'année 2026. C'était à l'occasion de la tenue le 2 février dernier de la conférence annuelle des responsables des services centraux, déconcentrés et des organismes sous-tutelle dudit département ministériel.**

C'est l'amphithéâtre de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature à Yaoundé qui a servi de cadre aux travaux de la conférence annuelle des responsables des services centraux, déconcentrés et des organismes sous-tutelle du ministère de l'Agriculture et du Développement rural au titre de l'année budgétaire 2026. Les travaux étaient présidés en personne par le chef de ce département ministériel, Gabriel Mbairrobe, et placés sous le thème : "Soutenir les métiers agropastoraux pour les jeunes et les femmes : contribution du Minader au Plan Spécial de l'Emploi des Jeunes." Un thème qui découle du Plan spécial de pro-

motion de l'emploi pour les jeunes et les femmes, annoncé par le chef de l'Etat, Paul Biya, dans son adresse à la nation le 31 décembre 2025.

S'agissant de la prise en charge des jeunes, le Minader, à travers certains de ses Projets et Programmes, avait déjà, au cours de l'année 2025, inscrit plusieurs actions en leur faveur, notamment à travers des programmes tels que: "The Youth Agro-pastoral Entrepreneurship Programme (AEP-Youth); The Support Programme for the Renovation and Development of Vocational Training in Agriculture, Livestock and Fisheries-Consolidation and Sustainability Phase (PCP-AFOP); The Support Project for the Installation of Young Farmers (PAIJA), entre autres.

Pour l'année 2026, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, s'attellera entre autres, à renforcer l'insertion des jeunes et des femmes. A cet effet, la seconde phase du Projet PEA-Jeunes avec un financement conjoint FIDA/AFD, d'un montant total de 75 millions d'euros, pourra démarrer en 2026 et permettra l'insertion de 10 000 jeunes ; le Projet d'Urgence de Lutte contre la Crise Alimentaire (PULCCA) finalisera l'installation de quatre unités de transformation de manioc à Lobo et à Batchenga dans le département de la Lékié, région du Centre, à Dibombari dans la région

du Littoral, à Limbé dans la région du Sud-Ouest et à Mvangane dans la région du Sud; le Projet AIVDP mettra en marche deux unités de production d'huile de palme à Mbonge et deux unités de traitement de café à Kumba et à Mamfe dans la région du Sud-Ouest; le Projet PD-CVA va finaliser l'installation de trois unités de production d'huile de palme à Njombe-Penja dans le département du Mounjo, à Ngwei et Sikoum dans le département de la Sanaga-Maritime et aussi deux unités de traitement de la banane plantain à Banguem et à Mvangane; le Projet de Développement de la Chaîne de Valeur Riz (PDCVR) va démarrer l'aménagement de la zone rizicole à Santchou dans le département de la Menoua, région de l'Ouest; l'aménagement des périmètres hydro-agricoles de la plaine de Ndop dans la région du Nord-Ouest et dans la localité de Maga, région de l'Extrême-Nord. Sur fonds BIP, le Minader envisage d'installer deux unités de transformation de la banane plantain à Batschenga et Afanloum, région du Centre, et renforcer le niveau technique des champs semenciers. Pour ce qui est du blé, il est envisagé d'emblaver 2 000 hectares en milieu paysan avec les semences produites par l'IRAD.

Djaoudjaourou

Campagne agricole 2026 : C'est lancé dans la partie méridionale du Cameroun !



Une vue de la tribune d'honneur

Gabriel Mbairrobe, ministre de l'Agriculture et du Développement rural a présidé la cérémonie officielle de lancement de cette campagne le 13 mars 2026 à l'esplanade de la chefferie supérieure Bamoungoum, dans le troisième arrondissement de la ville de Bafoussam devant des producteurs et acteurs du monde rural venus de plusieurs régions.

Renforcer la productivité agricole nationale et promouvoir une agriculture résiliente et moderne. C'est sur ce double objectif que le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a placé la campagne agricole 2026 dans la partie méridionale du Cameroun qui couvre les régions du Centre, de l'Est, du Littoral, de l'Ouest, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest, du Sud et une partie de l'Adamaoua. C'est dans une ambiance festive que Gabriel Mbairrobe qui était accompagné pour la circonstance de nombreuses personnalités parmi lesquelles le ministre Pascal Nguhié Kanté, secrétaire général adjoint des Services du Premier ministre, des autorités politiques, administratives et locales de la région, a appelé les

nombreux producteurs et acteurs du monde rural, à renforcer la performance et l'innovation dans les pratiques culturelles pour une meilleure production.

Dans son mot de bienvenue, le maire de la commune de Bafoussam III, M. Ndefonkou Daniel, a exprimé toute sa gratitude au gouvernement pour avoir choisi Bamoungoum comme site du lancement de la campagne agricole 2026. Il a réaffirmé la détermination de sa commune à accompagner les initiatives rurales et a fait un plaidoyer pour un meilleur encadrement technique des producteurs. Pour sa part, sa majesté Moumbe Fotso Mitterrand, chef supérieur et roi des Bamoungoum, a salué l'engagement du Minader dans la promotion des activités agricoles, tout en formulant le vœu que les prix du café et des autres spéculations soient stabilisés afin de préserver le pouvoir d'achat des producteurs agricoles. Au nom des producteurs des régions méridionales, Emmanuel Semmo, porte-parole des agriculteurs, a remercié le ministère pour ses appuis constants en intrants et subventions. Il a insisté sur la nécessité d'étendre l'initiative du Guichet producteurs cacao-café à d'autres filières vivrières, afin de rendre l'agriculture camerounaise plus inclusive et compétitive.

Dans un discours très attendu, sous une pluie battante, signe de bénédiction, le ministre Gabriel Mbairrobe a rappelé que le développement du Cameroun repose sur l'agriculture, véritable colonne vertébrale de l'économie nationale. Il a réaffirmé la volonté du gouvernement, sous l'impulsion du président de la République Paul Biya, de toujours se tenir aux côtés des producteurs pour stimuler la productivité et garantir la sécurité alimentaire. S'inspirant du leitmotiv présidentiel, le ministre a déclaré que « tant qu'un camerounais n'aura pas mangé à sa faim, la mission du gouvernement ne sera pas achevée ».

Il a par ailleurs annoncé la création, en partenariat avec le FIDA et l'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale, de deux nouveaux guichets : le guichet de transition agroécologique et celui dédié aux collectivités territoriales décentralisées. Ces innovations visent à soutenir la durabilité, la conservation des sols et la modernisation des chaînes de valeur agricoles. Le ministre a enfin encouragé les jeunes à s'investir dans l'entrepreneuriat agropastoral, à innover, et surtout à croire en leur potentiel. En toile de fond, le Minader a présenté les grandes priorités pour 2026 : intensifier la production, renforcer la formation des jeunes agriculteurs dans les centres d'incubation, et encourager la transition vers une agriculture durable et compétitive. Ces actions traduisent une vision tournée vers l'autosuffisance alimentaire et la réduction des importations, dans la logique de l'import-substitution prônée par le gouvernement.

La cérémonie s'est achevée par la remise symbolique de matériel agricole aux groupements de producteurs venus des différentes régions qui composent la zone méridionale du Cameroun. Tracteurs, pulvérisateurs, semences améliorées et produits phytosanitaires ont été distribués pour soutenir leurs efforts. Le ministre et sa délégation ont ensuite visité les différents stands d'exposition qui ont mis en lumière la diversité des cultures locales et l'innovativité des entrepreneurs agricoles dans la transformation artisanale de leurs produits. Cette étape a permis de valoriser les filières vivrières, le cacao, le café, mais aussi les initiatives de transformation locale.

Yvan Njuplong

Agriculture camerounaise : L'impératif d'une transition durable à l'aube de 2026

■ Le 9 avril 2026, le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Gabriel Mbairobé, a présidé la 40^{ème} assemblée générale ordinaire de CropLife Cameroun. Entre célébration de quatre décennies de partenariat stratégique et fermeté sur la qualité des intrants, cet événement a marqué une étape décisive pour la souveraineté alimentaire nationale, plaçant ainsi la protection phytosanitaire au cœur de la stratégie de développement du pays.

Placée sous le thème « Agriculture durable et protection des cultures : défis et opportunités pour le Cameroun », la 40^{ème} assemblée générale ordinaire de CropLife Cameroun s'annonce comme un tournant décisif dans la protection phytosanitaire au Cameroun. Présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, cette rencontre a permis de célébrer quatre décennies de partenariat stratégique entre l'État et cette organisation professionnelle de référence. En reconnaissant le rôle indispensable de CropLife dans la modernisation des pratiques culturelles, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a réaffirmé sa volonté de bâtir une agriculture de seconde génération. Cette vision, portée par la Stratégie nationale de développement 2020-2030, ambitionne de transformer radicalement les systèmes de production pour les rendre plus compétitifs et résilients. Dans son mot de circonstance, Jean Biakath, président de CropLife, a remercié le gouvernement pour son accompagnement constant, consolidant ainsi une relation de confiance bâtie sur le long terme.

En outre, la protection phytosanitaire s'impose aujourd'hui comme l'épine dorsale de la souveraineté alimentaire, conditionnant directement la productivité et la compétitivité des filières locales sur les marchés nationaux et internationaux. À ce titre, le ministre Gabriel Mbairobé a rappelé dans son discours : « La protection des cultures s'impose comme un pilier stratégique. Elle conditionne la performance globale de notre système agricole. Elle est au cœur de la productivité, de la qualité et de la compétitivité de nos filières. » Face aux bouleversements climatiques, qui favorisent l'émergence de nouveaux pathogènes, l'agriculture camerounaise doit impérativement s'adapter en dépassant les approches traditionnelles pour embrasser des méthodes plus innovantes, intégrant durablement le biocontrôle et les biopesticides. L'usage de technologies de précision, comme les drones agricoles, ainsi qu'une formation rigoureuse des exploitants sont des



Une attitude du Minader pendant son discours

leviers nécessaires pour sécuriser les revenus. La conformité aux limites maximales de résidus impose une traçabilité sans faille tout au long de la chaîne de valeur, sous peine de voir des pans entiers de la production nationale écartés des circuits d'exportation. L'enjeu dépasse ainsi la simple efficacité agronomique pour toucher à la viabilité économique du système, tout en préservant le capital sol et la santé des populations.

Devant les acteurs du secteur phytosanitaire réunis, le gouvernement camerounais à travers le Minader a adressé un avertissement sans équivoque concernant la prolifération inquiétante des produits phytosanitaires contrefaits qui circulent encore librement sur le territoire. Considérés comme une triple menace, ces intrants illicites compromettent la santé publique, dégradent la fertilité des sols et nuisent gravement à la crédibilité du label agricole camerounais sur les marchés extérieurs. Dans ce cadre, le ministre a insisté sur l'implication directe des acteurs privés : « Vous devez être les premiers garants

de la qualité, de la traçabilité et de la conformité des produits que vous mettez sur le marché. » La Direction de la Réglementation et du Contrôle de Qualité des Intrants Agricoles du Minader a reçu des instructions formelles pour intensifier les contrôles et démanteler les circuits de distribution parallèles.

L'avenir du secteur agricole camerounais se dessine désormais à travers une coopération public-privé intensifiée, où l'innovation technologique rencontre une gouvernance exigeante. Les perspectives pour 2026 s'articulent autour de programmes conjoints de formation, de mécanismes de certification améliorés et d'un accès facilité pour les petits producteurs aux technologies durables, essentielles pour leur autonomisation. La synergie entre les ambitions nationales et l'expertise technique de CropLife devra permettre d'atteindre les objectifs de production nécessaires à la substitution des importations, un pilier central du PIISAH.

Yvan Njuplong

Modernisation de l'agriculture: Les performances du PD-CVA au scanner



Le ministre prononçant son discours

■ L'hôtel Star Land de Yaoundé a accueilli la 10^e session du comité de pilotage du Projet de Développement des Chaînes de Valeur Agricole (PD-CVA) le 06 mars 2026. Présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbaroibe, cette session visait à l'évaluation des progrès réalisés dans la mise en œuvre du projet et à la définition de nouvelles orientations pour renforcer son efficacité sur le terrain.

Dresser un bilan global du PDCVA et identifier les leviers nécessaires pour accélérer la transformation durable des filières agricoles. Tels étaient les objectifs de cette autre session du comité de pilotage de ce Projet stratégique pour la transformation agricole du Cameroun. Les échanges ont porté sur la consolidation des acquis, l'amélioration de la productivité et le renforcement de la compétitivité des chaînes de valeur. Les participants ont insisté sur la nécessité d'une meilleure coordination entre les programmes du ministère et les initiatives régionales afin d'éviter les chevauchements et de maximiser l'impact des interventions. Au cœur des discussions figurait aussi l'appui aux producteurs locaux à travers des mécanismes de financement, de formation et d'encadrement technique adaptés. Le projet entend accompagner les acteurs du monde rural par des actions concrètes visant à améliorer les rendements, la qualité des productions et la valorisation des produits agricoles sur les différents marchés nationaux et internationaux. L'intégration des jeunes et des femmes dans les activités génératrices de revenus a été présentée comme une priorité stratégique pour dynamiser les territoires et promouvoir une agriculture plus inclusive.

L'état des lieux des activités du Projet présenté au cours de la session a mis en évidence plusieurs avancées notables dans la mise en œuvre de ses composantes. Les résultats enregistrés dans la production agricole témoignent d'une évolution positive, même si certains défis demeurent en matière de financement, de logistique et de coordination entre les différents acteurs. Les partenaires techniques et financiers ont salué les efforts déployés pour améliorer la disponibilité, la qualité et la transformation des produits agricoles locaux. Sur le terrain, le PD-CVA a continué à agir aux côtés des producteurs pour les aider à lever plusieurs leviers techniques. Il a aussi appuyé l'encadrement des producteurs par des équipes spécialisées, favorisant la vulgarisation de bonnes pratiques agricoles et soutenant la formation des bénéficiaires aux techniques modernes de production. Toujours comme résultat, il a accompagné la transformation locale des récoltes, le stockage, la commercialisation et la mise en valeur des filières à haute valeur ajoutée. Ces actions ont contribué à structurer durablement les chaînes de valeur et à renforcer la compétitivité des exploitations. Le Minader s'est engagé à renforcer la transparence, le contrôle et le suivi des actions engagées dans

le cadre du PD-CVA. Cette volonté s'inscrit dans une logique d'amélioration continue, avec pour objectif d'optimiser l'utilisation des ressources disponibles et d'assurer une meilleure redevabilité. Dans son discours de circonstance, Gabriel Mbaroibe a exhorté les membres du comité à redoubler d'efforts pour atteindre pleinement les objectifs fixés. Il a appelé à une participation plus active des jeunes et des femmes, qu'il considère comme des vecteurs de dynamisme, d'innovation et de création de valeur dans le secteur agricole. Le ministre a aussi insisté sur la nécessité de renforcer les partenariats avec les bailleurs de fonds et de mettre davantage l'accent sur l'accompagnement technique des producteurs sur le terrain. Pour le ministre, la transformation locale des produits agricoles reste un levier essentiel pour améliorer la compétitivité du Cameroun sur les marchés nationaux et internationaux. Il a encouragé la mise en place d'incubateurs agricoles pour stimuler l'entrepreneuriat rural et favoriser l'émergence de nouvelles initiatives porteuses. La session s'est achevée par l'adoption de résolutions destinées à orienter le PD-CVA vers une phase plus productive, plus inclusive et plus durable.

Yelva Ella

Engrais : Le Minader prescrit une plus grande prudence dans l'attribution des licences

■ Le ministre qui était représenté par madame le secrétaire général l'a martelé en ouverture de la neuvième session ordinaire du Comité d'évaluation des engrais le 25 février 2026.



Madame le secrétaire général pendant son discours

34, c'est le nombre de dossiers qui étaient à l'examen de cette session ordinaire du comité d'évaluation des engrais qu'a accueillie l'hôtel Djeuga Palace de Yaoundé. Celle-ci s'est tenue dans un contexte général marqué par une forte demande en engrais pour soutenir la production nationale ; la nécessité d'aligner les normes camerounaises sur les standards internationaux très stricts particulièrement en matière de biofertilisants, d'intrants organiques; la mise en œuvre progressive des réformes encadrant le sous-secteur des engrais et de la production biologique. Le contexte est aussi au renforcement des mécanismes de contrôle pour protéger les producteurs des produits frauduleux et au respect des normes biologiques. Pour cette session et au vu du contexte énon-

cé, les enjeux étaient multiples. Concernant la sécurité alimentaire, il faut la renforcer en améliorant les intrants fiables pour booster les rendements. Pour la protection des sols, il faut travailler à réduire leur dégradation, lutter contre leur acidité en promouvant les intrants organiques. Dans la même veine, le comité a noté comme enjeu une nécessité d'encadrer le marché en éliminant les engrais frauduleux qui pénalisent les agriculteurs. Le dernier enjeu était de mettre en œuvre la loi numéro 2025/013 établissant de nouveaux standards pour les intrants biologiques. Au cours de cette première session de l'année 2026, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a prescrit au comité de produire dans les meilleurs délais les textes d'application de la loi sur la production biologique ; pro-

poser les textes d'application de la réglementation spécifique au sous-secteur engrais et intensifier les contrôles de qualité sur toute l'étendue du territoire. Il a aussi instruit les membres de renforcer les capacités techniques des laboratoires nationaux et de renforcer les essais d'efficacité agronomique malgré les contraintes climatiques observées en saison sèche. Le Minader qui était représenté par madame le secrétaire général a aussi salué le travail du comité pour sa conduite rigoureuse des tests d'efficacité agronomique, leur capacité à maintenir la qualité scientifique malgré l'irrégularité des pluies et la sévérité de la saison sèche et enfin, la qualité des rapports techniques soumis au Comité par son secrétariat technique.

Yvan Njuplong

Filière rizicole: Les performances du Projet de Ferme Pilote de Riziculture Irriguée d'Avangane (FPRIA-C) évaluées

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a présidé à Kribi le 19 février 2026, l'atelier d'évaluation 2025 et de planification 2026 du Projet FPRIA-C. Au cours de cet événement, Gabriel Mbairrobe a rappelé l'urgence de renforcer la souveraineté alimentaire du Cameroun, avec un accent particulier sur une augmentation significative de la production locale de riz.



Photo de famille

Dresser le bilan des activités de l'année 2025 et définir la feuille de route pour 2026. Tels étaient les objectifs de l'atelier d'évaluation et de planification 2026 du Projet F-PRIAC. Il était aussi question de réfléchir sur les axes d'amélioration de la performance du dispositif mis en œuvre à Avangane dans la région du Centre, principale zone d'action du Projet, en évaluant les acquis techniques et institutionnels déjà enregistrés. Les échanges ont permis d'identifier les défis persistants sur le plan technique, humain et financier. Réunis, les représentants des différentes administrations impliquées dans la mise en œuvre du Projet ont travaillé à l'identification de ces défis, à l'effet d'assurer une meilleure articulation entre la planification stratégique et l'exécution opérationnelle. Au cours de l'atelier, les participants à travers la présentation de rapports et des échanges thématiques ont évalué la mise en œuvre des deux premières phases du Projet FPRIA-C et la troisième qui en est à ses débuts. Cette phase, amorcée avec la signature du Record of Discussions en février 2024, marque une transition vers la structuration industrielle de la pro-

duction semencière. Le partenariat entre le Cameroun et la République de Corée donne au Projet, au-delà d'avoir des financements permettant d'assurer son fonctionnement, de former ses cadres, les acteurs de terrain, mais aussi d'obtenir et de produire des semences de qualité à fort rendement. Pour cette nouvelle phase en cours, la coopération Coréenne promet l'introduction des technologies modernes et le renforcement des capacités locales afin d'assurer au Cameroun une atteinte optimale de ses objectifs en matière d'import-substitution et de sécurité alimentaire à travers la production de riz.

Dans son allocution d'ouverture, le ministre a insisté sur la nécessité pour les acteurs du Projet d'adopter une culture de résultats et de rigueur. Gabriel Mbairrobe a encouragé les responsables et techniciens à transformer la ferme d'Avangane en un centre d'excellence, capable de produire des semences certifiées de qualité et en quantité suffisante. Pour atteindre cet objectif, il a recommandé une gouvernance technique et institutionnelle intégrée, appuyée par la transparence dans

la gestion des ressources publiques. Le ministre a également mis l'accent sur la formation continue des personnels et l'adaptation des outils technologiques aux réalités locales. L'ambition affichée est de faire du « riz made in Cameroon » un produit compétitif sur le marché intérieur et, à terme, sur le marché sous-régional.

Au terme des travaux, plusieurs résolutions ont été adoptées afin de renforcer l'efficacité du Projet FPRIA-C et d'en assurer la pérennité. Les participants ont validé le Plan de travail et le budget annuel (PTBA) 2026, en insistant sur la nécessité d'un suivi rigoureux des indicateurs de performance. Il a été décidé d'accélérer la mise à disposition des équipements agricoles modernes et d'intensifier la formation des techniciens dans les techniques d'irrigation et de gestion des semences. L'atelier a également recommandé une meilleure coordination entre les organes de pilotage du Projet et les partenaires techniques et financiers pour éviter les redondances et améliorer la traçabilité des actions.

Yvan Njuplong

Campagne agricole 2026 dans la zone septentrionale: D'importants projets et actions en cours au profit des producteurs

■ Le lancement officiel, le 18 juin 2026, à Poli, le chef-lieu du département du Faro, région du Nord, de la campagne agricole 2026 dans la zone septentrionale du pays a été l'occasion pour le ministre de l'Agriculture et du Développement rural d'égrainer le chapelet d'importants projets et actions en cours ou en vue en faveur des agriculteurs du septentrion.



M. Gabriel Mbairrobe
entraîné de planter un
anarcadier

C'est fort massivement que les « seigneurs de la terre » et autres acteurs agropastoraux de nos trois régions septentrionales se sont retrouvés à Poli pour honorer de leur présence l'édition 2026 du traditionnel grand rendez-vous des acteurs du monde rural consacré au lancement officiel de la campagne agricole. L'année 2026, révélera d'entrée de jeu le ministre Gabriel Mbairrobe, revêt un caractère particulier pour notre pays. Elle constitue une année croisière dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030, puisqu'elle marque la mi-parcours de cette importante vision de développement portée par le chef de l'Etat. Cette étape est en fait l'occasion pour le Gouvernement d'évaluer les progrès accomplis, mais aussi et surtout d'accélérer les investissements structurants susceptibles de transformer durablement l'économie nationale. Dans le secteur agricole, cette accélération se traduit par une intensification des actions visant à renforcer la souveraineté alimentaire, améliorer la compétitivité de nos filières et réduire les importations qui continuent d'affecter notre balance commerciale. C'est dans cette logique que s'inscrit la politique nationale d'import-substitution mise en œuvre sous la très haute impulsion du président de la République, Paul Biya. La politique d'import-substitution qui constitue aujourd'hui l'un des principaux leviers de transformation structurelle de notre agriculture. Une politique qui vise à accroître la production nationale, améliorer les rendements, moderniser les exploitations agricoles, développer la transformation locale et réduire progressivement les importations des produits que nous pouvons produire nous-mêmes. Cette politique cible prioritairement sept filières stratégiques : le riz, le maïs, le blé, l'huile de palme, la banane plantain, la pomme de terre et les produits maraîchers. Des filières retenues en raison de leur importance dans la consommation nationale et de leur impact sur notre balance commerciale. Parmi ces filières, le riz occupe une place particulière. Notre pays consacre encore en effet, chaque année, d'importantes ressources financières à l'importation de cette denrée pourtant adaptée à plusieurs bassins de production nationaux. Le Gouvernement



Visite des stands

entend d'ailleurs inverser progressivement cette tendance. Dans cette optique, il est attendu d'ici la fin de l'année 2026 une production nationale d'environ 400 000 tonnes de riz blanchi. Un objectif ambitieux qui permettra de réduire considérablement les importations de riz tout en renforçant notre souveraineté alimentaire.

Plusieurs investissements structurants en cours

Pour atteindre cet objectif, plusieurs investissements structurants sont en cours dans la zone septentrionale de notre pays. Parmi ceux-ci, l'on peut citer les projets VIVA Bénoué et VIVA Logone qui constituent aujourd'hui deux piliers majeurs de notre stratégie nationale de développement de la riziculture. Ces projets visent l'aménagement de vastes périmètres irrigués, la maîtrise durable de l'eau, l'amélioration de la productivité agricole, l'introduction de technologies modernes et la création de milliers d'emplois ruraux. Ils permettront d'accroître significativement les superficies cultivées et de renforcer les capacités de production des exploitations agricoles familiales et entrepreneuriales. La mission gouvernementale effectuée sur les sites de VIVA Bénoué et

VIVA Logone témoigne de la détermination de l'Etat à accélérer leur mise en œuvre afin que leurs effets soient rapidement perceptibles par les populations.

La Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua (SEMRY) demeure également un acteur majeur de cette dynamique. Grâce aux importants investissements consentis par l'Etat pour la réhabilitation des infrastructures hydroagricoles, la modernisation des équipements et l'amélioration de la qualité des semences, la SEMRY est appelée à jouer un rôle déterminant dans l'atteinte des objectifs nationaux de production rizicole. Le partenariat développé avec l'IRAD permettra de mettre à la disposition des producteurs des variétés améliorées, plus performantes et mieux adaptées aux conditions agroécologiques locales. Ensemble, VIVA Bénoué, VIVA Logone et la SEMRY constituent aujourd'hui le socle de notre stratégie nationale de réduction des importations de riz.

La politique d'import-substitution, rassure le ministre Gabriel Mbairrobe, ne concerne pas uniquement le riz. Les autres filières agricoles de la zone septentrionale jouent également un

rôle déterminant dans l'atteinte de nos objectifs. Il en est ainsi du maïs qui constitue l'une des principales cultures vivrières du pays et qui continuera de bénéficier d'un accompagnement renforcé en termes de semences améliorées, de mécanisation et d'encadrement technique. Tout comme le sorgho et le mil, cultures particulièrement adaptées aux conditions climatiques sahéliennes, qui feront également l'objet d'une attention soutenue dans le cadre des stratégies d'adaptation aux changements climatiques. La filière blé dont le développement est désormais une priorité nationale, bénéficiera d'investissements spécifiques afin de réduire progressivement notre dépendance vis-à-vis des importations. Le soja, l'arachide, le niébé, l'oignon et les cultures maraîchères ne sont pas en reste. Ils contribueront également à la diversification de la production agricole et à l'amélioration des revenus des producteurs. La transformation structurelle de notre agriculture, passera également par la digitalisation progressive de nos systèmes de production, de formation, d'information et de commercialisation.

Djaoudjaourou

MINADER and MINEPIA Host National Flag in a Renewed Display of Civic Commitment

■ *H.E. Gabriel Mbairrobe, Minister of Agriculture and Rural Development, and Dr. Taïga, Minister of Livestock, Fisheries and Animal Industries, alongside senior officials, staff, and representatives of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education during the annual National Flag Hosting Ceremony at the MINADER-MINEPIA Esplanade in Yaoundé.*



Respect of patriotism

As part of activities marking the celebration of Youth Day, the Ministry of Agriculture and Rural Development (MINADER) and the Ministry of Livestock, Fisheries and Animal Industries (MINEPIA) jointly hosted the annual National Flag Hosting Ceremony at their shared esplanade in Yaoundé.

Organised under the initiative of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education (MINJEC), the ceremony brought together H.E. Gabriel Mbairrobe, Minister of Agriculture and Rural Development, Dr. Taïga, Minister of

Livestock, Fisheries and Animal Industries, senior officials of both ministries, staff, and coordinating officials from MINJEC.

The ceremony commenced with the arrival of both ministers, followed by the symbolic hosting of the National Flag—a solemn tradition observed annually during the Youth Day period to reinforce patriotism and civic responsibility within public institutions.

A key highlight was a civic education session led by officials from MINJEC, who enlightened participants on the significance of

Cameroon's national emblems, with particular emphasis on the National Flag. The presentation underscored the values of unity, peace, national identity, and collective responsibility embodied in the green, red, and yellow colours and the central gold star.

The event reaffirmed the commitment of MINADER and MINEPIA to promoting civic consciousness, respect for national symbols, and the patriotic values that continue to inspire public service and national development.

Heris Nange

Fête du Travail 2026 : La cohésion au service des objectifs du MINADER

■ À l'occasion de la 140^{ème} édition de la Fête internationale du Travail, célébrée sous le thème « Dialogue social et travail décent : pour un Cameroun serein », le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a réuni son personnel à Yaoundé dans une ambiance de convivialité et de fraternité. Les activités organisées en prélude à cette journée et le 1^{er} mai ont illustré l'importance accordée à la cohésion des équipes, un facteur essentiel dans la réalisation des missions du département ministériel.



La DRH et le DRFP du Minader brandissant le trophée de la coupe du ministre

Les festivités ont débuté plusieurs jours avant la célébration officielle avec une série d'activités destinées à rapprocher le personnel. Une marche sportive, une formation en maîtrise de l'intelligence artificielle animée par le professeur Roger Atsa Etoundi, ainsi que la « Coupe du ministre », (un tournoi de football regroupant les différentes directions techniques des services centraux et certaines sociétés sous tutelle du Minader basées à Yaoundé) ont permis aux agents de partager des moments d'échanges en dehors du cadre habituel de travail. La finale de cette compétition a vu l'équipe directions des Ressources Financières et du Patrimoine (DRFP)-direction des Ressources Humaines (DRH) s'imposer face à celle du CENEEMA, au terme d'une rencontre disputée aprement. Ces différentes activités, qui ont fortement mobilisé le personnel du Minader, ont favorisé les échanges

entre collègues, renforcé l'esprit d'équipe et mis en valeur les compétences des personnels, dans un contexte où le dialogue social et le bien-être au travail occupent une place de plus en plus importante au sein de l'administration.

Le jour de la célébration, les personnels du MINADER ont pris part au traditionnel défilé au Boulevard du 20-Mai à Yaoundé. Revêtus du pagne officiel du ministère, les agents des services centraux, des Projets/Programmes et de la Délégation régionale du Centre ont défilé avec discipline devant les autorités. La cérémonie s'est ensuite poursuivie à l'esplanade du ministère où le délégué du personnel, Emmanuel Mbida, a salué les efforts entrepris pour améliorer les conditions de travail. Il a également transmis les préoccupations des agents, notamment celles relatives à la situation des personnels contractuels et au renforcement des actions so-

ciales en leur faveur.

Prenant la parole, le ministre Gabriel Mbairrobe a réaffirmé son attachement à un dialogue social fondé sur l'écoute et la concertation. Il a indiqué que la qualité des résultats du ministère dépend aussi de l'engagement de son personnel, appelé à poursuivre leurs efforts pour accompagner la mise en œuvre de la Stratégie nationale de développement 2020-2030 et les ambitions du gouvernement en matière de souveraineté alimentaire. La cérémonie s'est achevée par la remise des médailles d'honneur du travail aux agents distingués, la récompense de l'équipe DRFP-DRH, vainqueur de la « Coupe du ministre », puis un moment de convivialité autour du ministre. Une manière de célébrer les femmes et les hommes qui, chaque jour, contribuent au développement de l'agriculture camerounaise.

Synodine Mbala

Journée internationale de la femme : Le Minader célèbre la performance féminine

■ *Le Minader s'est joint au reste de la communauté nationale pour célébrer la 41^{ème} édition de la Journée internationale des droits des femmes. Pendant une semaine, plusieurs activités se sont tenues en marge de cette célébration.*



Le ministre en symbiose avec le dames du Minader

« **P**rendre la parole, c'est prendre le pouvoir ». C'est sur ce slogan que les femmes du Minader ont entamé une série d'activités préliminaires à la célébration de la journée internationale qui leur est dédiée. Pendant trois jours, elles ont bénéficié d'une formation en art oratoire. Il était question pour ces femmes de prendre la parole et de vaincre leur peur de la foule. Cette formation s'est achevée par la remise d'attestations de participation. La seconde activité a été la marche sportive organisée par le ministère de la Promotion de la femme et de la Famille, qui a vu la participation de nombreuses femmes du Minader, ainsi que de responsables venus motiver les troupes. Pour renforcer leur combat en faveur

d'une meilleure prise en compte de leurs performances et réalisations, les femmes du Minader ont décidé de se regrouper au sein d'une association capable de renforcer leur synergie et leur solidarité. C'est ainsi qu'est née l'Association des femmes dynamiques du Minader, en abrégé FEDYMINADER. Celle-ci s'est illustrée dès sa création, lors de la journée gastronomique. L'ensemble du personnel du Minader a pu goûter au savoir-faire culinaire de ces femmes à travers une exposition et une dégustation de mets du terroir. Dans la même veine, et pour renforcer leur bien-être sur le plan professionnel et familial, les femmes ont également bénéficié d'une formation sur la maîtrise de l'anxiété, un véritable fléau pour bon nombre

d'entre elles.

L'apothéose de ces festivités a été le défilé au Boulevard du 20 mai, en présence de la première Dame Chantal Biya, suivi des réjouissances à l'esplanade arrière du ministère autour du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairrobe. Celui-ci a rappelé le rôle majeur que jouent les femmes dans la production agricole et la commercialisation des produits, mais aussi, aujourd'hui, dans l'orientation du travail institutionnel, facteur déterminant de la production. Il a ainsi exhorté les femmes à prendre leurs responsabilités et à jouer pleinement leur rôle de nourricières, en plaçant l'agriculture camerounaise « au sommet ».

Pauline Kouanang

Santé des végétaux : le Cameroun renforce le bouclier contre les menaces phytosanitaires

■ À l'occasion de la Journée internationale de la santé des végétaux célébrée le 12 mai 2026 à l'esplanade du Musée national de Yaoundé, le gouvernement à travers le ministre de l'Elevage, des Pêches et des Industries animales a réaffirmé sa détermination à faire de la biosécurité végétale un pilier de la sécurité alimentaire.

La santé des végétaux est désormais érigée en priorité nationale. C'est le message fort délivré mardi 12 mai 2026 à l'esplanade du Musée national de Yaoundé, où s'est déroulée la célébration officielle de la 5^{ème} édition de la Journée internationale de la santé des végétaux. Présidée par le ministre de l'Elevage, des Pêches et des Industries animales, Dr Taïga, la cérémonie a réuni membres du gouvernement, partenaires techniques et financiers, représentants des organisations internationales, chercheurs, producteurs agricoles et acteurs de la filière phytosanitaire. Placée sous le thème « Préserver la biosécurité végétale pour protéger la sécurité alimentaire », cette célébration a permis de rappeler que les plantes constituent le socle de l'alimentation et de l'équilibre écologique. Dans son discours, Dr Taïga a dressé un état des lieux des principales menaces qui pèsent sur les productions agricoles nationales. Chenille légionnaire d'automne, mouches des fruits, maladie du Bunchy Top du bananier ou encore jassides du coton figurent parmi les ravageurs qui compromettent les rendements et fragilisent les revenus des producteurs. Pour y faire face, le gouvernement mise sur le renforcement des contrôles phytosanitaires aux frontières, la surveillance permanente des cultures, la certification des semences ainsi que la promotion des bonnes pratiques agricoles. Le MINADER dispose désormais d'un réseau de 52 postes de police phytosanitaire, de dix bases régionales et de 52 brigades départementales chargées d'assurer une



Photo de famille

veille continue sur l'ensemble du territoire. Pour le ministre, la protection des végétaux dépasse le seul cadre agricole. « Protéger les plantes, c'est protéger la vie, et investir dans la biosécurité végétale, c'est investir dans l'avenir », a-t-il déclaré en substance, invitant l'ensemble des acteurs à faire de cette cause une responsabilité partagée.

Au-delà des annonces institutionnelles, cette célébration a surtout mis en lumière les enjeux de souveraineté alimentaire auxquels le Cameroun est confronté. Alors que les pertes de récoltes causées par les ravageurs et les maladies continuent de peser sur la production agricole mondiale, le gouvernement entend accélérer la modernisation du secteur à travers la recherche, l'innovation, la coopération internationale et l'accompagnement des

producteurs. Les partenaires, parmi lesquels la FAO, le Programme alimentaire mondial et plusieurs institutions spécialisées, ont réaffirmé leur disponibilité à soutenir les efforts du Cameroun en matière de biosécurité végétale. En lançant officiellement les activités de cette édition 2026, Dr Taïga a appelé les administrations publiques, les collectivités territoriales décentralisées, les chercheurs, les organisations paysannes, les opérateurs économiques et les médias à unir leurs efforts pour préserver le patrimoine végétal national. Une mobilisation jugée indispensable pour garantir une agriculture résiliente, renforcer la sécurité alimentaire et assurer un développement durable au bénéfice des populations.

Yvan Njuplong



Pamol Plantations Plc

QUALITY PALM OIL FOR AN EMERGING NATION
IN SECOND GENERATION AGRICULTURE



MBILE TAPEA Solomon
General Manager

Pamol **P**lantations **P**lc is located in the rich and fertile soils of the South West Region of Cameroon along the Atlantic coast of central Africa with Head office at Lobe Estate, Ekondo-Titi. It is the third largest Agro-industrial company operating within the oil palm sector in Cameroon. It was created in July 1996 after the liquidation of a former company that was incorporated as far back as 1928. Pamol is a local company registered under the laws of Cameroon and governed by the OHADA treaty. The company is directed by a Board of Directors which deliberates on policies and orientations headed by a Chairman, H.E. OKALIA BILAI Bernard. The Chief Executive Officer is the General Manager, Mr. MBILE TAPEA Solomon who asserts that the future of the company lies in replanting and expanding her plantations as well as enlarging her smallholdings programme up to the Bakassi zone. Under the auspices of the joint Investment Plan between the State and Pamol, a new palm oil mill is being acquired from Malaysia. These investments will lead to stimulated productivity and profitability of the company. These structural projects are conceived within the framework of the rural Development strategy document of MINADER and aligns directly with the National Development Strategy 2020-2030 (SND30)

REHABILITATION AND ACQUISITION OF NEW TECHNICAL ASSETS

The two old mills in PAMOL cannot handle expected yields from both the envisaged replanting, expansion and the enlarged smallholdings programme. purchase and installation of a new palm oil mill of 30 metric tons FFB/Hr (expandable to 60 metric tons FFB/Hr) valued at 8.5 billion FCFA is ongoing. The acquisition of this new palm oil mill is under the auspices of the aforementioned joint investment plan between the State of Cameroon and Pamol (contract-plan Etat/Pamol). It is expected that when the new mill shall be installed in Ndiang Estate, the old one shall be decommissioned to rehabilitate the one in Lobe Estate for better performance.

REPLANTING AND EXTENSION OF PLANTATIONS

The objective is to improve productivity of the plantations by rejuvenating the ageing plantations and creating new ones as well as implementing best agricultural practices to improve yields from 7 tons FFB/ha/year to 9-13 tons FFB/ha/year with peak yield of above 90,000 tons FFB per year by 2030. 5,829 hectares of old plantations is expected to be regenerated and 3,000 hectares of new plantations sustainably created in the Bakassi zone and Ekondo Nene area.

OIL PALM PLANTING MATERIAL

Responding to the Cameroon government policy on second generation agriculture, Pamol runs a wide ranging research programme for the production of high yielding oil palm seeds produced through hybridization of elite Duras and Pisiferas and bred with wide adaptation for cultivation in different environments. We guarantee highest level of seed purity, precocity, sustained yield, resistance to vascular wilt and very high quality oil content.

SMALLHOLDING PROGRAMME

In line with government poverty alleviation strategy, Pamol operates a Smallholdings programme to support the rural poor communities surrounding her estates to venture in oil palm cultivation for sustainable poverty reduction. The objective is to have 60% of total processed FFB from smallholders while the company produces 40%. About 6,500 hectares of smallholdings are operational belonging to 950 smallholders with production of about 30,000 tons FFB per year.



Oil Palm Seeds



Palm Tree



Edible Palm Oil



Rubber Tapping



Laundry Soap

Head Office
Lobe Oil Palm Estate
P.M.B. 03 Ekondo-Titi
South West Region, Cameroon
Tel: (237) 653 90 6745; Email: info@pamol.net; Web: www.pamol.net

Maipa Taokissam Sara : Une sahélienne passionnée de la culture du tournesol

Initiée dès son bas âge par sa défunte mère, aux activités agricoles et pastorales, Maipa Taokissam Sara alias "Sara Tao", native de l'arrondissement de Taibong, dans le département du Mayo Kani, région de l'Extrême-Nord, a fait de l'agriculture et de l'élevage une véritable passion.

Installée depuis belle lurette à Maroua, le chef-lieu de la région de l'Extrême-Nord, et plus précisément dans l'arrondissement de Maroua¹, Maipa Taokissam Sara alias Sara Tao y consacre l'essentiel de son temps à la pratique de l'agriculture et plus précisément, à la culture du tournesol, devenue aujourd'hui son activité de prédilection. Sa passion pour l'agriculture, nous confie-t-elle, est née de son appréhension précoce de l'impact positif de l'agriculture et de l'élevage dans la vie de sa défunte maman qui aimait tant pratiquer l'agriculture, et partant, de leur famille. "En dépit de l'influence et des effets des changements climatiques que nous subissons de plus en plus de nos jours, elle dit se sentir très à l'aise dans la pratique de l'agriculture". Le choix porté sur la culture du tournesol est né de sa rencontre avec un ingénieur agronome qui la pratiquait déjà. Curieuse et intéressée qu'elle a toujours été, elle avait alors invité ce dernier à venir visiter la parcelle qu'elle avait aménagée et sur laquelle elle avait initialement envisagé d'y cultiver le moringa. Au terme de cette entrevue fort édifiante avec l'expert, celui-ci l'avait conseillée d'opter plutôt pour la culture du tournesol. Elle a finalement jeté son dévolu sur le tournesol. Elle ne compte d'ailleurs pas s'arrêter en si bon chemin et nourrit même l'ambition d'acquérir de plus grands espaces cultivables dans l'optique d'intensifier son activité.



Maipa Taokissam dans son champ

Etant donné que la superficie actuellement exploitée soit encore modeste, Maipa T. Sara vise de plus en plus grand et compte dans les années à venir accroître considérablement ses superficies cultivables en acquérant de nouveaux espaces supplémentaires. Bien qu'encore assez peu connu dans la partie septentrionale, le tournesol est une oléagineuse ayant de multiples vertus, tant en matière de santé humaine, que cosmétique et autres, car ne contenant pas de cholestérol. Ses productions (pour l'instant encore modestes), elle les écoule localement d'abord dans le pays. Il y a, dit-elle, bien des personnes qui sont intéressées par l'huile de tournesol pour la simple raison qu'elle ne contient pas de cholestérol. Sa clientèle se recrute principalement parmi les instituts de beauté et les supermarchés. Maipa T. Sara parvient à écouler facilement ses productions, car dit-elle, ses produits sont 100% bio, parce qu'elle n'utilise pas d'engrais chimiques, mais plutôt des fertilisants bio, appelés fumiers ou composts et plus précisément le Bokashi, un fertilisant naturel au sujet duquel elle a

même bénéficié d'une formation grâce au soutien d'une ONG dénommée "Global Greengrants Fund et ground Work". Le tournesol, affirme-t-elle, est vraiment recherché sur les marchés de notre pays et même à l'extérieur du pays. La culture du tournesol, ajoute-t-elle, est une activité rentable, une activité qui nourrit bien son homme. C'est grâce aux revenus issus de cette activité que Maipa T. Sara subvient à l'essentiel des besoins de sa famille, notamment des neveux, orphelins, actuellement à sa charge.

Afin de lui permettre d'accroître ses activités et d'augmenter ses revenus, Maipa T. Sara souhaite bénéficier de soutiens et d'accompagnements multiformes de la part du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, du ministère de la Recherche scientifique et de l'Innovation, entre autres. Ses attentes vis-à-vis du gouvernement portent sur le soutien technique et la recherche, l'accès aux semences améliorées, l'encadrement technique, la structuration de la filière et du marché, entre autres.

Djaoudjaourou

Cultivating Cassava, Cultivating Change: How AIVDP is Empowering Rural Communities in Cameroon's South West Region



In the rich, verdant expanse of Bonakanda village in Buea, South West Region of Cameroon, Shey Misparine, a 31-year-old cooper with the United Farmers' Cooperative in Mutengene, beams with satisfaction, as she tends to a section of the cooperative's expansive 10-hectare cassava farm. She finds fulfilment reflecting on not just the bountiful harvest that awaits but also the transformative impact of the Agriculture, Infrastructure, and Value Chain Development Project (AIVDP), a Project under the Ministry of Agriculture and Rural Development, on her life and that of her fellow cooperators.

Shey Misparine is among the 24 members of the United Farmers' Cooperative, a group dedicated to the production and transformation of cassava, a staple crop in Cameroon. As the cooperative gears up to expand to an additional 12 hectares in the next planting season, the bountiful yields they have experienced thus far, ignites hope for a brighter future.

Cultivating Cassava: A Game-Changer for the Cooperative

United Farmers' Cooperative has found in cassava a cornerstone of its success and has gained recognition for its specialization in the production and transformation of this crop that nourishes the Region's inhabitants. For the past two years, the cooperative has relied on AIVDP to secure high-quality, high-yielding cassava cuttings at an unparalleled affordability. Mr. Fontem Teba, a Board Member of the cooperative, explains, "We obtain a cutting for just 1FCFA from AIVDP, a price that stands in stark contrast to the minimum of 30FCFA charged by private seed producers. AIVDP has been a steadfast ally, supplying us with cuttings and invaluable technical assistance. So far, we have purchased and planted over 70,000 cuttings. We are eternally grateful for the trans-

formative impact of this collaboration."

AIVDP's Impact across the Region

United Farmers' Cooperative is just one of several cooperatives in the South West Region that have benefited from AIVDP's support in acquiring cassava cuttings. The Project's impact extends far beyond the borders of this cooperative, reaching the heart of rural communities across the South West Region. As the project concludes its fourth year, an impressive total of 6, 800,000 cassava cuttings have been distributed, surpassing the Project's 6,000,000 target. This can be attributed to the high demand from over 3,050 beneficiaries, 1,649 of which are females, and 643 youths. The AIVDP improved cassava cuttings have been planted on 680 hectares of land spanning 9 Basins in the South West Region.

AIVDP's dedication to innovation is evident in its focus on promoting the improved 8034 cassava variety. This remarkable cultivar boasts exceptional characteristics, particularly its high dry matter content. Farmers can harvest an impressive 25 to 30 tons per hectare after just 10 months following planting, a testament to the variety's resilience and productivity.

Bessem Mary Tabe, Basin Supervisor for Fako Mountain Basin, highlights the variety's unique advantages, stating, "This improved variety holds a significant edge over locally cultivated varieties. It is the most suitable for the local soil and has a dry matter content of approximately 40%, compared to the 30% of most locally cultivated variants. This higher dry matter content translates to a greater yield after transformation, providing farmers with a more profitable return on their investment."

Heris Nange

Innovation agricole : Roland Fomundam et la révolution des serres

■ *Roland Fomundam s'est imposé comme une figure incontournable du développement durable. Fondateur de GreenHouse Ventures, il a su transformer le paysage agricole national en introduisant des technologies de serres accessibles, adaptées aux réalités climatiques locales et aux besoins des jeunes exploitants.*

Né à Douala en 1981, Roland Fomundam a acquis cette vision moderne de l'agriculture lors de ses études en entrepreneuriat technologique aux États-Unis. Convaincu que l'agriculture camerounaise ne pouvait se moderniser sans une rupture avec les méthodes traditionnelles, il a développé un modèle de serres à bas coût utilisant des matériaux locaux comme le bambou et le bois. En prouvant que l'agriculture sous serre est non seulement possible, mais hautement rentable, il a réussi à rendre ce secteur attractif pour une jeunesse jusqu'à peu intéressée par le travail de la terre. GreenHouse Ventures ne se limite pas à la construction de structures. L'entreprise a standardisé plus de 40 cultures maraîchères, permettant une production annuelle continue, indépendamment des aléas climatiques. Cette prouesse technique a permis de stabiliser l'offre sur les marchés urbains, réduisant ainsi les prix de produits autrefois considérés comme des denrées de luxe, tels que les poivrons de couleur et les tomates cerises. La vision de Fomundam repose sur une conviction profonde : la modernisation ne doit pas être importée, mais conçue et fabriquée localement pour garantir sa pérennité.

Avec plus de 500 serres érigées sur l'ensemble du territoire, l'entreprise est devenue le fer de lance de l'agriculture technologique en Afrique centrale. Plus important encore, la structure a formé plus de 1 000 jeunes agriculteurs à travers une académie certifiée, assurant ainsi le renouvellement générationnel d'un secteur dont la population active vieillit rapidement. En diversifiant ses activités vers la transformation agroalimentaire - farines, purées et produits déshydratés - GreenHouse Ventures valorise la production locale tout en réduisant drastiquement les pertes post-récolte. En collaborant étroitement avec les institutions financières pour faciliter l'accès au crédit, Fomundam a également ouvert des perspectives



d'inclusion financière à des centaines de planteurs autrefois exclus des circuits bancaires classiques. Au-delà de son succès commercial, Roland Fomundam porte une ambition panafricaine pour son modèle de développement. Il conçoit son entreprise comme une « solution house » capable d'être répliquée dans toute l'Afrique subsaharienne, confrontée aux mêmes défis de sécurité alimentaire et d'attractivité du secteur pour les jeunes. Le succès de GreenHouse Ventures est un témoignage puissant : il prouve que l'agriculture peut être une activité prospère, moderne et technologique au Cameroun. À une époque où le pays multiplie les efforts pour réduire ses importations via le PIISAH, le parcours de cet entrepreneur offre une alternative concrète et pragmatique. Il montre que la souveraineté alimentaire repose autant sur la vision d'entrepreneurs audacieux que sur les politiques gouvernementales structurantes.

Yvan Njuplong



F1 Blossoming Cassava Farm – F2, 3, 4 Bountiful Cassava Harvest Minkoumou Augustin présentant quelques-uns de ses produits

Beyond Increasing Productivity: AIVDP's Value Chain Approach

AIVDP's commitment to the development of the agricultural sector in the South West Region extends far beyond merely providing planting materials. In addition to its agricultural production and productivity enhancement component, the Project, funded by the government of Cameroon, the Islamic Development Bank (IsDB) and the Lives and Livelihood Fund (LLF), seeks to bolster farmers' income through effective agricultural value chain development under its value addition and market access module. Recognizing this need, the project has procured and distributed 300 cassava graters and presses to assist beneficiary groups like the United Farmers' Cooperative in transforming cassava into marketable products. By doing so, AIVDP has empowered farmers to diversify their income sources and tap into the growing demand for processed cassava products.

The project's efforts are yielding positive results. With the unwavering support from the Ministry of Agriculture and Rural Development, cassava production in the South West Region of Cameroon has increased significantly, leading to improved food security and income generation for rural communities. The cultivation and processing of cassava have become a source of empowerment, enabling women and youth to take charge of their economic futures and contribute to the region's overall development.

The Enduring Significance of Cassava: A Versatile Crop with a Promising Future

Cassava plays a pivotal role in improving productivity as part of aivdp's overarching mission. This versatile crop not only provides sustenance but also serves as a valuable raw material for various industries. Cassava's resilience in adverse weather conditions and its ability to thrive in marginal lands make it an ideal choice for farmers in the south west region. Furthermore, cassava offers an array of processing options, such as garri, flour, water fufu (a doughy mixture made from fermented and grounded cassava usually eaten as an accompaniment to soups) and starch, which further enhance its value chain potential, opening up new avenues for market diversification.

It is worth highlighting that, in addition to cassava, the aivdp has supplied various other enhanced planting materials, including pre-germinated oil palm, plantain plantlets, budded citrus, cocoa seedlings, hybrid cocoa pods, groundnut seeds, potato seeds, and rice seeds. More 10,300 farmers and groups have already derived benefits from the project's provision of these improved planting materials.



Motorized Cassava Graters Distributed to Cooperatives/UL- Cassava Grater in Use

Thanks to the Agriculture, Infrastructure, and Value Chain Development Project, the story of Shey Mispaine and the United Farmers' Cooperative serves as a testament to the transformative power of agriculture. By investing in cassava cultivation and value addition, AIVDP is not just nourishing the land but also nurturing the lives of rural communities in Cameroon's South West Region, empowering them to overcome poverty and build a brighter future.

Heris Nange

Nombouo Suzane : Femme aujourd'hui épanouie grâce au Padfa II

■ Domiciliée dans la localité de Ngong, le chef-lieu de l'arrondissement de Tchéboa, dans le département de la Bénoué, région du Nord, Suzane Nombouo a depuis belle lurette jeté son dévolu sur la culture de l'oignon dont elle tire aujourd'hui l'essentiel de ses revenus pour subvenir aux besoins de sa famille.



Membre-fondatrice d'une coopérative qui, au départ, regroupait quelques producteurs d'oignons, Suzane Nombouo clame haut et fort toute sa reconnaissance au Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles (Padfa) - Phase II grâce auquel sa coopérative, dénommée "Demri Tignère" a pris de l'ampleur et jouit aujourd'hui d'une renommée à travers toute la région du Nord et même, au-delà de celle-ci.

Avant l'avènement du Projet dans la contrée, atteste-t-elle, c'était pratiquement de la navigation à vue au sein de sa coopérative. Aucun esprit de groupe, manque d'organisation, de planification et autres. C'est avec l'arrivée du Padfa II que les membres de la coopérative ont, dans un premier temps, appris à bien travailler en groupe, puis été formés et ont bénéficié d'appuis multiformes de la part du Projet. A titre d'illustration, grâce aux conseils du Padfa II, la coopérative a pu acquérir une plus grande parcelle de terrain pour la culture des oignons, d'une superficie de 30 hectares dans la localité de Douka. Par la suite, le Projet leur a, en guise de motivation, promis de leur réaliser des forages en cas d'évolution et de réussite de leur projet. Les choses ont bien marché et, le Padfa II a effectivement, par la suite, tenu sa promesse en creusant 50 forages sur les 30 hectares de terrain acquis. Et cerise sur le gâteau, le Projet leur a construit un grand magasin de stockage pour

leurs productions. Un magasin qui, aujourd'hui, n'est pas seulement utilisé par les seuls membres de la coopérative, mais également par toutes les populations de Ngong et de ses environs, au grand bonheur des uns et des autres. Si à cela l'on ajoute la transmission des connaissances et des enseignements reçus de la part du Padfa II aux populations locales sans discrimination aucune, c'est montrer l'impact on ne peut plus positif des actions du Padfa II dans la vie de tout un chacun dans la localité de Ngong et partant, dans l'arrondissement de Tchéboa tout entier. Suzane Nombouo dit que l'impact le plus important, significatif et marquant du Padfa II dans sa vie, c'est celui de lui avoir permis d'envoyer le plus aisément possible tous ses enfants à l'école et de subvenir en toute quiétude aux besoins essentiels de ceux-ci, ce qui n'était pas chose aisée auparavant. Et mieux, renchérit-elle, grâce au Padfa II, elle a pu soutenir les frais d'études de l'une de ses filles jusqu'au niveau doctoral et ce, grâce aux revenus issus de la vente de ses productions d'oignons. Grâce au Padfa II, reconnaît-elle, elle a pu garantir l'avenir de ses enfants et mieux encore, garantir sa propre retraite à elle. Elle n'a de cesse d'ailleurs d'exprimer toute sa reconnaissance et sa gratitude au Padfa II qui, dit-elle, a vraiment changé sa vie, a fait d'elle une femme aujourd'hui pleinement épanouie.

Djaoudjaourou

OPALM en 10 chiffres

45

**MILLIARDS
F CFA**

Montant
global du
programme

108 000

**TONNES
PAR AN**

Capacité annuelle
visée à pleine
capacité

5

HUILERIES

Objectif de
déploiement
industriel au
Cameroun

18

FEVRIER 2026

Date de reprise
officielle de l'usine
d'Eséka par
OPALM

8

**MILLIARDS
F CFA**

Investissement
supplémentaire
annoncé pour
Eséka

9

**MILLIARDS
F CFA**

Montant prévu pour
la construction de
l'usine de
Lengué

450

**EMPLOIS
DIRECTS**

1 200 emplois
indirects
et induits
attendus

300+

PLANTEURS

Planteurs encadrés
dans le Moungo ;
170 km de
pistes entretenues

150 000 à 200 000

TONNES

Volume annuel d'huile de palme importé par le
Cameroun . Objectif de OPALM : réduire le volume
d'importation d'huile de palme

100+

MILLIARDS F CFA

Poids estimatif annuel
de ces importations



Filière huile de palme

L'impératif de la réduction du déficit structurel

La production d'huile de palme brute au Cameroun est structurellement déficitaire par rapport à la demande nationale. En 2022 par exemple, les importations d'huile de palme brute, selon les données des ministères de l'Agriculture et du Développement rural et du Commerce, étaient estimées à 143 000 tonnes. Pour l'année 2023, elles se sont situées autour de 200 000 tonnes. Le constat est clair et sans équivoque : la demande nationale d'huile de palme s'accroît chaque année du fait de l'augmentation des besoins tant de nos populations dont l'effectif n'a cessé de grossir au fil des ans, que de nos industries de transformation ce, en dépit pourtant de la tendance haussière que connaît la production nationale d'huile de palme brute depuis 2014. Une production qui est passée de 343 000 tonnes en 2014 à 413 000 tonnes en 2018 selon les données issues de la Stratégie de Développement du Secteur Rural-2020.

La demande nationale, estimée par exemple à environ 1 179 millions de tonnes en 2020, reste largement supérieure à notre production nationale moyenne annuelle qui tourne aujourd'hui autour de 500 000 tonnes. Les défis majeurs à relever pour le développement optimum de la filière huile de palme au Cameroun sont entre autres, le vieillissement des vergers, le coût élevé des intrants, notamment du matériel végétal de qualité, des engrais et des produits phytosanitaires, la faible maîtrise des itinéraires techniques par les producteurs villageois, l'enclavement des bassins de production, le manque de structuration des acteurs, principalement les planteurs villageois, le faible approvisionnement en énergie électrique, le difficile accès aux financements et les problèmes fonciers.

Au vu de ce qui précède, force est de reconnaître que le Cameroun peut relever ce déficit d'huile de palme, car le pays dispose d'énormes potentialités dans ce domaine.

Zoom sur les différents producteurs d'huile de palme au Cameroun.

***Dossier réalisé par Djaoudjaourou
et Yvan Njuplong***

Une étude de faisabilité technique et économique sur le palmier à huile lancée au Cameroun

■ Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairrobe, a présidé le 23 juin 2026 à Yaoundé, l'atelier de lancement de l'étude de faisabilité technique, économique, sociale et environnementale de la filière palmier à huile au Cameroun.



Financée à hauteur de 111,26 millions de francs CFA par l'Agence Française de Développement (AFD) dans le cadre de la coopération technique entre la France et le Cameroun, cette étude de faisabilité, a indiqué le ministre Gabriel Mbairrobe est d'une importance majeure pour l'économie du Cameroun. Cet appui constant de la part de l'AFD n'est autre chose que le témoignage de la convergence de vues entre les deux Etats pour l'émergence d'une agriculture camerounaise forte, moderne et respectueuse de l'environnement. L'agriculture est le moteur de notre économie. Elle contribue à hauteur de 20% à notre Produit Intérieur Brut (PIB) et emploie près de 60% de notre population active. C'est d'ailleurs fort de cela que le chef de l'Etat, Paul Biya, s'est engagé à réaliser une véritable "révolution agricole" afin de consolider le statut de notre pays comme le véritable grenier de l'Afrique Centrale. Cette ambition qui est inscrite au cœur de notre Stratégie Nationale de Développement (SND30), exige l'accroissement qualitatif et quantitatif de notre production agricole nationale. Elle appelle également à une politique résolue de substitution des importations.

Pour la filière palmier à huile, les objectifs sont clairs : la production nationale d'huile de palme brute doit passer à 800 000 tonnes à l'horizon 2030. Néanmoins, l'augmentation de la productivité ne doit pas se faire au détriment de nos précieuses ressources forestières. A ce sujet, le Cameroun est signataire de la Déclaration de Marrakech et s'est engagé activement dans l'initiative pour l'huile de palme en Afrique (APOI). Les menaces contre la forêt ne proviennent pas en fait de la plante en elle-même, mais de nos modes d'exploitation. C'est donc là tout l'enjeu de l'étude de faisabilité technique, économique, sociale et environnementale ainsi lancée. Le secteur non industriel

représente environ 155 000 hectares dans notre pays. Nos petits producteurs locaux, nos exploitations familiales, font face à de lourdes contraintes, notamment, l'enclavement, l'accès difficile au matériel végétal de qualité, l'insuffisante maîtrise de l'itinéraire technique de production et les faibles revenus.

L'étude confiée au Cabinet de consultants Saint Albert Charity devra ainsi dresser un diagnostic sans complaisance du verger et des infrastructures dans les bassins de production, proposer une stratégie nationale opérationnelle et formuler un nouveau Projet National de Développement Durable du Palmier à Huile au Cameroun (PN2D-PH). Aux consultants et aux membres du groupe de travail technique (GTT), le ministre Gabriel Mbairrobe a prescrit qu'ils disposent d'une période indicative de 22 semaines pour mener à bien cette mission. Leurs profils de haut niveau, qu'il s'agisse d'agroécologie, de cartographie, de structuration des marchés ou de gestion environnementale, rassurent quant à la qualité des livrables attendus. Le respect du secret professionnel et la rigueur scientifique devront être leurs boussoles tout au long de leur déploiement sur le terrain.

Aux membres du groupe de travail technique, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural leur a fait savoir que leur responsabilité est grande. L'ensemble des ministères sectoriels, notamment le Minfof, le Minepded, le Minmid, le Minepat, le Mincommerce, le Minfi et l'IRAD, ils doivent assurer la supervision technique et le pilotage stratégique de cette étude. Il est attendu d'eux une approche participative, inclusive et une exigence absolue lors des différents ateliers de validation. L'étape ainsi franchie ce 23 juin 2026 reste par conséquent historique à cet égard.

Djaoudjaourou

Pamol : La doyenne dans la culture du palmier à huile au Cameroun

La Pamol-Plantations Plc est une entreprise agro-industrielle parapublique majeure au Cameroun, spécialisée dans la culture du palmier à huile, la production et la commercialisation d'huile de palme brute et d'huile de palmiste. Créée en 1966 pour reprendre les actifs du groupe britannique Unilever, présent au Cameroun depuis 1949, l'entreprise exploite des plantations historiques dont certaines datent de l'époque allemande.

Développer la filière palmier à huile au Cameroun à travers l'entretien et l'exploitation des palmeraies, ainsi que la transformation en huile de palme, telles sont les principales activités et missions que s'est assignées la Pamol-Plantations Plc depuis sa création en 1966. La Pamol est placée sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Pamol-Plantations Plc est implantée sur les sols riches et fertiles de la région du Sud-Ouest, le long des côtes atlantiques de l'Afrique Centrale. Son siège est à Ekondo Titi. C'est d'ailleurs la troisième plus grande entreprise agro-industrielle opérant dans le secteur du palmier à huile au Cameroun. Elle a été créée après la liquidation de la première entreprise qui a été implantée dans la région depuis 1928. La Pamol est une entreprise locale de droit camerounais, soumise aux clauses du traité de l'OHADA. Elle dispose d'un conseil d'administration qui définit la politique générale et les orientations de l'entreprise. L'avenir de la Pamol, comme l'affirme son directeur général, Salomon Mbile Tapea, repose sur la replantation et l'expansion des plantations, avec en perspective l'élargissement de son champ d'actions jusqu'à la zone de Bakassi.



Les deux anciennes huileries dont dispose la Pamol, ne peuvent pas permettre d'atteindre les nouveaux objectifs que s'est assignés l'entreprise, notamment la replantation, l'expansion des plantations et l'élargissement du champ d'actions. Pour ce faire, la construction d'une nouvelle huilerie d'une capacité de production de 30 000 tonnes d'huile de palme brute par heure, extensibles à 60 000 tonnes d'huile de palme par heure, pour un coût global de 8,5 milliards de francs CFA, est actuellement en cours. L'acquisition de cette nouvelle unité industrielle de transformation est placée sous les auspices d'un investissement conjoint (contrat-plan) entre l'Etat du Cameroun et la Pamol. Il est prévu que lorsque la nouvelle huilerie sera installée dans le département du Ndiang, l'ancienne soit démantelée pour réhabiliter celle de la localité de Lobe en vue de meilleures performances.

Djaoudjaourou

Pamol face à une lente reprise

■ *L'entreprise tente de renouer avec la performance dans un contexte encore marqué par les séquelles de la crise dans les régions anglophones. Malgré quelques signaux de relance, l'entreprise demeure loin de son plein potentiel industriel et commercial.*



En 2022, Pamol Plantations Plc a exploité 4 656 hectares de palmeraies, contre 2 520 hectares en 2021, soit une hausse de 84,7% des surfaces exploitées. Pourtant, la production d'huile de palme s'est établie à

2 348 tonnes, en recul de 11,5% sur un an. Cette baisse s'explique, selon le rapport de la Commission Technique de Redressement des entreprises publiques (CTR) par la vétusté des usines et des rendements de plus en plus faibles. Plus tôt, entre 2016 et 2018, Pamol avait déjà subi une chute de 83,9% de son chiffre d'affaires sous l'effet de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Les données disponibles montrent aussi que Pamol reste une entreprise fortement dépendante de son environnement sécuritaire. La survie de la société est tributaire du retour de la sécurité dans les régions concernées, condition nécessaire à la reprise durable des plantations et à l'évacuation des produits. En 2020, l'on notait une amélioration du chiffre d'affaires, présentée comme un rebond de 241% par rapport à 2019, grâce aux efforts de l'État pour payer les salaires et sécuriser partiellement les plantations. Malgré cela, l'entreprise fait face à un endettement croissant, avec une hausse signalée de la dette fiscale, sociale, fournisseur et financière.

Sur le plan du marché intérieur, l'incidence de Pamol sur la consommation locale reste réelle, mais limitée par la faiblesse des volumes produits. En 2020, l'entreprise n'avait commercialisé que 1 976 tonnes d'huile de palme et 0,146 tonne de palmiste, avec des stocks non écoulés portant le total à 2 578 tonnes d'huile de palme, 24,51 tonnes de palmiste et 120 417 tonnes de semences de palmier à huile. Ces chiffres montrent que Pamol contribue à l'offre locale, mais de manière insuffisante pour peser fortement sur la demande nationale. Dans un pays où la consommation industrielle d'huile de palme reste élevée, une telle production reste marginale face aux besoins du marché.

Pamol conserve néanmoins une valeur stratégique pour l'économie du Sud-Ouest et pour la filière palmier à huile. L'entreprise publique, détenue majoritairement par l'État, bénéficie encore d'appuis publics sous forme de subventions d'exploitation, comme en 2022 où 695 millions de FCFA ont été octroyés pour soutenir la masse salariale et maintenir l'activité. Mais la modernisation des usines, la sécurisation durable des zones de production et la restauration de la solvabilité demeurent les conditions d'un vrai redressement.

Yvan Njuplong

Société Camerounaise de Palmeraies : 20 ans déjà dans la production d'huile de palme brute

■ *La Société camerounaise de palmeraies est le leader de la production d'huile de palme au Cameroun, gérant plus de 78 000 hectares de plantations via la filiale de la holding luxembourgeoise, Socfin. Créée en 1968, la Socapalm a été la première plantation d'huile de palme d'Afrique Centrale à être certifiée ISO 14001 en 2014.*



*Une vue de l'usine de
production de la SOCAPALM*

La Socapalm est une société anonyme de droit camerounais, avec un conseil d'administration et un capital d'environ 45,8 milliards de francs CFA. Son siège social est à Tillo, localité de l'arrondissement de Dibombari, département du Moun-go, région du Littoral. Socfin, la filiale de la holding luxembourgeoise, détient 67,46% du capital, l'Etat du Cameroun, 22,36% et le capital restant est coté en bourse à Douala depuis 2009. Il y a près de deux décennies de cela déjà que la Socapalm s'investit pour la modernisation de ses plantations tout en assurant une gestion responsable. Comme toute entreprise citoyenne, la Socapalm aspire à s'adapter aux plus hauts standards de bonne gouvernance. Les principes fondamentaux qui guident la Socapalm depuis sa privatisation en 2 000, sont un engagement à offrir par ses activités une chaîne de valeur pouvant répondre aux différents défis économiques, sociaux et environnementaux, notamment la satisfaction de l'approvisionnement du pays en huile végétale et en produits de qualité, la mise en œuvre des technologies de pointe, l'offre de conditions de travail les meilleures afin d'attirer et de fidéliser des talents, l'investissement dans des programmes sociaux et envi-

ronnementaux avec ses communautés riveraines et l'intégrité qui garantit la cohérence, la transparence et l'encouragement du dialogue social. Le chiffre d'affaires de la Socapalm s'est établi à plus de 84,62 milliards de francs CFA.

Depuis toujours, l'huile de palme fait partie intégrante de l'alimentation de bon nombre de populations et communautés camerounaises. Elle est particulièrement appréciée dans des mets traditionnels et cela est d'autant plus vrai que l'on note de plus en plus une recrudescence des exploitations de palmiers à huile dans de nombreux villages du pays par des planteurs privés. La Socapalm dispose aujourd'hui de 6 plantations implantées respectivement à Dibombari, Mbongo, Mbambou, Edéa, Eséka et Kienké pour une concession globale de 58 063 hectares. Elle compte 6 huileries certifiées ISO 14001:2015. La superficie de ses plantations de palmiers à huile est aujourd'hui estimée à 32 433 hectares pour une production moyenne annuelle d'huile de palme brute évaluée à 138 783 tonnes. La Socapalm emploie 8 369 personnes toute main d'œuvre confondue.

Djaoudjaourou

SOCAPALM : des performances solides au service du marché local

■ *La société camerounaise des palmeraies a enregistré en 2024 une forte hausse de son chiffre d'affaires, portée par des volumes en progression et une meilleure valorisation de l'huile de palme brute. Cette dynamique confirme le poids de l'entreprise dans la filière oléagineuse nationale et son rôle dans l'approvisionnement du marché local.*



En 2024, la SOCAPALM a réalisé un chiffre d'affaires de 101,249 milliards de FCFA, en hausse de 20% par rapport à 2023, selon les informations publiées lors de son assemblée générale du 21 mai 2025. L'entreprise attribue cette performance à l'augmentation des volumes produits et vendus, ainsi qu'au maintien du prix homologué à 550 FCFA/kg depuis décembre 2022. Cette progression s'inscrit dans une trajectoire déjà visible au premier semestre 2024, où le chiffre d'affaires atteignait 71,6 milliards de FCFA, contre 58,5 milliards un an plus tôt. Sur la même période, la production d'huile de palme brute est montée à 124 780 tonnes, en hausse de 28,7%, tandis que celle des amandes de palmiste a atteint 25 046 tonnes, soit +21,6%.

Au-delà des résultats financiers, la SOCAPALM pèse directement sur la consommation locale. L'entreprise affirme produire aujourd'hui environ 40% de l'huile de palme consommée au Cameroun, ce qui en fait un acteur majeur de l'offre nationale. Le secteur reste toutefois marqué par un déficit structurel, avec une production na-

tionale estimée à 360 000 tonnes par an pour une demande industrielle proche de 1,2 million de tonnes. Dans ce contexte, les volumes de la SOCAPALM contribuent à réduire la tension sur le marché, même si le pays dépend encore d'importantes importations et d'autres producteurs pour satisfaire la demande locale.

Cette montée en puissance repose aussi sur des investissements massifs et une modernisation progressive des outils de production. Depuis son rachat par le groupe Socfin, l'entreprise a injecté 150 milliards de FCFA dans son développement pour renforcer les infrastructures, améliorer les huileries et soutenir les populations riveraines. Sa capacité de production est ainsi passée de 62 266 tonnes en 2000 à 140 349 tonnes en 2019, grâce à la régénération continue des palmeraies et à l'extension des moyens industriels. Sur le plan social, l'entreprise revendique près de 5 200 travailleurs et participe à l'accès aux soins et au logement dans ses zones d'implantation, ce qui renforce son ancrage local.

Yvan Njuplong

Cameroon Development Corporation (CDC) : L'un des plus importants complexes agro-industriels du Cameroun

■ Créée en 1947 et implantée dans la région du Sud-Ouest du Cameroun, la CDC, depuis plusieurs décennies, cultive, produit et commercialise la banane, le caoutchouc naturel, l'huile de palme ainsi que de palmiste, tout comme elle pratique quelques cultures plus marginales.



Immeuble siège de CDC

La CDC est une entreprise parapublique avec conseil d'administration et dont les opérations et les activités managériales sont assumées par un directeur général. C'est d'ailleurs l'un des plus anciens et importants complexes agro-industriels de la sous-région Afrique Centrale. Son siège social est à Bota, localité de l'arrondissement de Limbé. Ses plantations couvrent une superficie globale d'environ 41 000 hectares dont 38 000 hectares en phase mature et de production. La Cameroon Development Corporation est une grande utilisatrice de main-d'œuvre. C'est d'ailleurs le deuxième plus grand employeur après l'Etat. La CDC emploie environ 16 000 personnes, y compris les ouvriers temporaires. La Cameroon Development Corporation pro-

duit annuellement en moyenne 15 000 tonnes de mètres cubes d'huile de palme brute issues de ses plantations de palmiers à huile d'une superficie totale de 12 000 hectares. Une production d'huile de palme brute essentiellement commercialisée localement. Elle produit en outre l'huile de palmiste extraite des noix de palme, avec une production annuelle moyenne évaluée à 3 455 tonnes de mètres cubes d'huile de palmiste, également vendue localement aux savonneries et autres industries cosmétiques locales.

En 2019, la Cameroon Development Corporation avait atteint le chiffre record de 18 239 employés avec un chiffre d'affaires de 4 321 milliards de francs CFA.

Djaoudjaourou

CDC : une reprise encore fragile

■ *La Cameroon Development Corporation (CDC) tente de redresser sa filière palmier à huile après plusieurs années de contre-performance.*

La CDC reste un acteur important de l'agro-industrie camerounaise, mais sa production d'huile de palme demeure en deçà de ses capacités historiques. Les chiffres récents confirment une reprise lente, freinée par les effets de la crise dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, les destructions des plantations et les difficultés opérationnelles. En 2023, la CDC a produit 9 721 tonnes d'huile de palme pour une prévision budgétaire de 18 482 tonnes, ce qui correspond à un taux de réalisation de 52,60%. Cette performance marque une nette amélioration par rapport à 2022, mais elle reste insuffisante au regard des objectifs affichés par l'entreprise.

Les archives de l'entreprise rappellent qu'en 2019, la CDC n'avait produit que 2 100 tonnes d'huile de palme au premier semestre, alors que la prévision était de 17 400 tonnes. Ce niveau très faible illustre déjà la profondeur de la crise qui a affecté ses plantations dans le Sud-Ouest. La baisse de production s'explique en grande partie par la destruction d'actifs agricoles et la dégradation des outils de production. Il est signalé la destruction de plus de 2 000 palmiers à huile et d'environ 14 hectares de plantations appartenant à la CDC. Ces pertes ont réduit le potentiel de récolte et perturbé la chaîne de transformation. À cela s'ajoutent les effets durables de l'insécurité dans les zones de production, qui ont affecté l'accès aux champs, l'entretien des plantations et la continuité des activités industrielles. Dans ce contexte, la reprise de la filière dépend autant de la sécurisation des sites que du renouvellement des vergers. La CDC affiche néanmoins une volonté de relance à travers de nouveaux investissements.



Une plantation de palmier à huile de CDC

En 2026, l'entreprise a lancé des appels d'offres pour des intrants et matériels agricoles destinés à ses départements banane et palmier à huile, pour une enveloppe cumulée dépassant 2,45 milliards de FCFA. Ces achats s'inscrivent dans un effort plus large de réhabilitation des plantations. Elle prépare aussi la construction de deux usines, dont une unité de production d'huile de palme, afin d'améliorer sa capacité industrielle et sa compétitivité. Si ces projets aboutissent, ils pourraient contribuer à stabiliser la production et à réduire l'écart entre les ambitions affichées et les volumes effectivement réalisés.

Malgré ces difficultés, la CDC conserve une place stratégique dans la filière nationale du palmier à huile. Les données connues montrent toutefois une trajectoire irrégulière, marquée par des baisses brutales, une reprise partielle et un niveau de production encore loin des standards attendus. L'enjeu pour l'entreprise est désormais de transformer les annonces de relance en résultats mesurables. La performance future dépendra de la restauration du capital productif, de la sécurisation des zones de culture et d'une meilleure efficacité industrielle.

Yvan Njuplong

Camvert : Un acteur durable et structurant de la filière palmier à huile au Cameroun

■ Conçu pour contribuer durablement au développement économique du Cameroun, Camvert-société anonyme est un projet agro-industriel qui s'inscrit dans un contexte marqué par un déficit structurel du marché national de l'huile de palme au Cameroun.



Visite de travail du ministre à Camvert

L'objectif principal que s'est assigné cette entreprise, est la création d'un complexe intégré de production d'huile de palme dans l'arrondissement de Campo, dans le département de l'Océan, région du Sud. Avec un déficit structurel de notre marché national d'huile de palme estimé à près de 200 000 tonnes par an, Camvert apporte ainsi une réponse concrète et durable à ce déséquilibre en favorisant la transformation locale des matières premières et la création de valeur ajoutée sur le territoire national. Les principaux axes d'actions de Camvert SA portent sur la création d'une plantation industrielle, d'unités de transformation d'huile de palme, de milliers d'emplois et la construction d'infrastructures.

À l'issue de la phase des pépinières, les jeunes plants de palmier à huile sont transférés au champ et mis en terre selon des densités maîtrisées, généralement comprises entre 143 et 160 pieds par hectare. La palmeraie est conçue pour une durée économique d'environ 30 ans, garantissant ainsi une exploitation durable et planifiée sur le long terme. La gestion de la palmeraie incombe à une direction des plantations dédiée, organisée autour de pôles spécialisés assurant l'efficacité opérationnelle, le respect des normes techniques et la qualité des travaux. L'on peut ainsi, à propos, citer le pôle-Exploitation Agricole qui est chargé de l'ensemble des opérations culturales, incluant la mise en place des plantations, l'entretien des surfaces plantées et la récolte. Il veille à l'application des itinéraires techniques et à l'optimisation continue des pratiques agricoles. Placé sous la responsabilité d'un ingénieur en génie civil ou rural, le pôle-Mécanisation Agricole quant à lui, assure les travaux d'aménagement et d'infrastructures, notamment la construction et l'entretien des routes

et pistes de collecte, les ouvrages de franchissement, la préparation des terrains, le drainage, la topographie et la gestion du parc d'engins et des conducteurs. Le pôle-Contrôle Technique et Audit, lui, a pour mission de garantir la conformité des opérations aux normes et procédures en vigueur. Il assure le contrôle technique des travaux, le respect des consignes de sécurité, la bonne exécution des opérations et la réception des ouvrages et des activités réalisées. Il importe de souligner que la mise en place et l'exploitation de la palmeraie de la Camvert s'effectuent dans le strict respect des exigences environnementales. Les pratiques agricoles sont ici encadrées par des procédures internes et par le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES). À travers cette organisation rigoureuse et cette approche durable, la plantation constitue un pilier central de la performance agricole et de la vision à long terme de Camvert.

En revanche, Camvert telle que l'indique son directeur général, intègre la mise en place d'unités industrielles modernes d'extraction d'huile de palme conçues selon un modèle modulaire, évolutif et conforme aux standards du secteur. Chaque unité est dimensionnée pour accompagner la montée en puissance progressive de la production agricole, tout en garantissant une transformation locale efficace des noix de palme. Les unités industrielles de Camvert sont conçues et exploitées dans le respect des réglementations en vigueur en la matière au Cameroun, notamment, des bonnes pratiques industrielles du secteur de l'huile de palme; des engagements environnementaux et sociaux pris dans le cadre de ce projet.

Djaoudjaourou

Opalm se propose de réduire le déficit en renforçant la production et la transformation

■ Face à un déficit structurel qui pèse lourdement sur la balance commerciale camerounaise, le gouvernement a engagé un partenariat stratégique avec la société OPALM. Cet accord ambitieux, articulé autour de la construction de cinq huileries industrielles, vise à réduire radicalement la dépendance du pays aux importations massives d'huile de palme, tout en dynamisant la production locale.

Le Cameroun fait face à un paradoxe économique majeur. Bien que disposant d'un potentiel agronomique exceptionnel, notre pays importe chaque année entre 150 000 et 200 000 tonnes d'huile de palme brute pour répondre aux besoins de l'industrie de transformation. Cette situation engendre une hémorragie annuelle de devises dépassant les 100 milliards de francs CFA, fragilisant durablement la compétitivité de l'économie nationale. Pour inverser cette tendance, l'État a instauré, à travers la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030, un cadre incitatif destiné à attirer des investissements privés productifs de grande envergure. Le programme d'OPALM, doté d'une enveloppe de 45 milliards de francs CFA, s'inscrit précisément dans cette dynamique de réindustrialisation. Il ne s'agit pas seulement de construire des usines, mais de créer une chaîne de valeur robuste capable de transformer localement la matière première nationale. À pleine capacité, les cinq unités prévues produiront 108 000 tonnes annuelles, offrant ainsi une réponse concrète et chiffrée au déficit structurel actuel de la filière. L'ancrage institutionnel de ce programme garantit sa pérennité et sa conformité avec les impératifs nationaux de développement. Le programme mise sur une approche inclusive, plaçant le producteur au



cœur de la chaîne de valeur industrielle. Pour les petits planteurs, cette initiative représente une opportunité historique de sécuriser leurs revenus grâce à des débouchés stables et des prix garantis, mettant fin aux incertitudes liées aux circuits informels. L'accès à un encadrement agronomique de proximité et à des techniques de récolte optimisées leur permettra d'accroître substantiellement leurs rendements. Parallèlement, les industries de deuxième transformation bénéficieront d'un approvisionnement en huile brute locale plus régulier, standardisé et moins coûteux que les importations fluctuantes. Cette synergie entre les unités de première transformation d'OPALM et les raffineries locales crée un écosystème mutuellement bénéfique. L'augmentation de la production nationale ne profite pas seulement aux acteurs directs de la filière, elle contribue également à la stabilisation des prix de consommation intérieure.

Enfin, l'impact socio-économique global du programme se mesure à travers des indicateurs de performance rigoureux qui justifient l'accompagnement de l'État. La création directe de 450 emplois

spécialisés, complétée par 1 200 emplois indirects dans les bassins de production, constitue un levier puissant de lutte contre le chômage et de développement territorial. L'amélioration des recettes fiscales, découlant de cette montée en puissance industrielle, viendra renforcer les capacités financières du pays pour d'autres investissements structurants. Au-delà des chiffres, la réussite de ce modèle dépend de la capacité des acteurs à maintenir un dialogue permanent, ordonné et transparent avec l'ensemble des parties prenantes, des coopératives agricoles aux relais locaux. OPALM ambitionne de devenir un modèle de référence en Afrique centrale, prouvant qu'il est possible d'allier performance industrielle, responsabilité sociale et respect des équilibres environnementaux. Si le succès de ce programme se confirme, il validera la pertinence des politiques de substitution aux importations et positionnera le Cameroun comme un pôle industriel majeur de la sous-région, capable de transformer durablement ses ressources naturelles en richesse nationale.

Yvan Njuplong

Programme OPALM

La première pierre de la nouvelle huilerie de Lengué posée

■ C'est le ministre de l'Agriculture et du Développement rural en personne, Gabriel Mbairrobe, qui a procédé le 8 avril 2026 à la pose de la première pierre de cette nouvelle unité industrielle dans le Moungo, consacrant de ce fait l'effectivité du déploiement du programme d'investissement de OPALM au Cameroun.



Coupure du ruban

La mise en œuvre du programme d'investissement de OPALM au Cameroun est dorénavant une réalité palpable. La pose, le 8 avril 2026, par le ministre en charge de l'Agriculture et du Développement rural de la première pierre de la nouvelle huilerie industrielle de Lengué, localité de l'arrondissement de Mbanga, dans le département du Moungo, région du Littoral, marque ainsi l'effectivité de l'opérationnalisation du cahier des charges entre la firme multinationale OPALM et l'Etat du Cameroun et mieux, la concrétisation de l'un des deux axes structurants majeurs dudit programme, notamment la construction d'une nouvelle huilerie dans la localité de Lengué dans le Moungo. La cérémonie y dédiée s'est déroulée en présence des autorités et personnalités de la place au premier rang desquelles le gouverneur de la région du Littoral, Samuel Dieudonné Ivaha Diboua, des élites et forces vives locales. D'un coût global de 9 milliards de francs CFA, la nouvelle huilerie industrielle de Lengué, une fois construite et en pleine activité, compte mettre annuellement sur le marché national 25 000 tonnes d'huile de palme brute extraite des noix de palme qui seront entièrement achetés auprès de 300 producteurs locaux conformément à la convention signée entre l'Etat du Cameroun et OPALM. La mise sur pied de cette nouvelle unité industrielle de trans-

formation d'huile de palme s'accompagnera en outre de la création ainsi que de l'entretien de 170 kilomètres de linéaires de routes rurales dans le bassin de production du Moungo. Entre autres retombées attendues, la création d'au moins 450 emplois directs. Cette usine de transformation d'huile de palme de Lengué fait partie des 5 unités industrielles à construire sur le territoire national par la firme multinationale OPALM.

Le programme ainsi lancé à Lengué vise à consolider la synergie dans l'écosystème de la chaîne des valeurs palmier à huile: "Mieux produire, mieux transformer, mieux collecter, mieux acheminer et mieux valoriser la production dans le bassin de production du Moungo". C'est la concrétisation de la synergie avec l'Etat du Cameroun et les acteurs de l'écosystème que sont le Minader, l'IRAD, les producteurs, les coopératives, les entreprises locales et autres relais de la filière. Une démarche qui doit permettre de renforcer la recherche et le développement, la fourniture d'intrants, la formation et l'encadrement des petites et moyennes productions, l'amélioration du parc industriel existant, l'encadrement et l'amélioration des rendements des exploitations.

Djaoudjaourou

Les petits producteurs face à l'avenir

■ La production d'huile de palme au Cameroun reste dominée par une tension persistante entre potentiel agricole et déficit d'approvisionnement, alors que les petits producteurs occupent une place essentielle dans la filière. Les dernières données disponibles montrent une production nationale de 446 984 tonnes en 2024, toujours loin d'un déficit structurel estimé à plus de 500 000 tonnes par an.



Des producteurs devant leur récolte

Au premier trimestre 2025, la production nationale d'huile de palme brute a atteint 77 630 tonnes, presque trois fois le niveau du trimestre précédent, selon les chiffres officiels relayés par la presse économique. Mais cette embellie saisonnière masque une réalité plus fragile, car le volume reste en recul de 10,6% en glissement annuel et la production du deuxième trimestre 2025 a chuté à 46 826 tonnes. Les petits producteurs qui contribuent de manière déterminante à l'offre locale, font face à plusieurs contraintes cumulées. Le vieillissement des plantations, la difficulté d'accès aux intrants, l'éloignement des centres de collecte et les prix d'achat jugés insuffisants limitent leurs rendements. Dans plusieurs bassins de production, la collecte des noix par les industriels se heurte aussi à la dispersion des exploitations.

Les données disponibles sur la filière indiquent que le palmier à huile est cultivé sur environ 190 000 hectares au Cameroun, dont près de 120 000 hectares par des producteurs privés, contre 70 000 hectares pour les agro-industries. Cette répartition confirme le rôle central des petits exploitants dans la production nationale. Historiquement, les petits producteurs assurent une part importante du volume total dans un contexte où la production industrielle ne suffit pas à couvrir la demande intérieure. Les statistiques du MINADER montrent déjà que les agro-industries produisent environ 140 000 tonnes, tandis que les petits agriculteurs fournissaient le reste. Cette structure du secteur explique pourquoi toute amélioration durable passe par un meilleur accompagnement de ces acteurs.

Le principal défi demeure l'écart entre l'offre locale et les besoins du marché. Malgré la hausse ponctuelle de la production, le Cameroun continue de recourir aux importations pour combler une demande intérieure soutenue, ce qui pèse sur la balance commerciale et sur la compétitivité de la filière. Entre 2017 et 2023, le pays a importé 409 000 tonnes d'huile de palme pour une facture cumulée de 280,4 milliards FCFA. À cela s'ajoute la question de la rémunération des producteurs. Les petits exploitants réclament souvent une revalorisation du prix d'achat, car leurs charges de production augmentent plus vite que les revenus tirés de la vente des régimes ou des noix. Sans mécanisme stable de fixation des prix, beaucoup restent en marge des investissements nécessaires pour renouveler les plantations et améliorer la qualité.

Les signaux récents laissent entrevoir une volonté politique de relance. Pour 2026, les autorités camerounaises visent une production additionnelle de 20 500 tonnes, tandis que plusieurs projets industriels et de transformation sont annoncés pour soutenir la filière. À moyen terme, l'avenir des petits producteurs dépendra de leur intégration plus forte dans les chaînes de valeur, de l'accès au financement, du renouvellement des palmeraies et de l'amélioration des routes et centres de collecte. Si ces conditions sont réunies, la filière pourrait réduire sa dépendance extérieure et transformer les producteurs villageois en véritables moteurs de croissance rurale.

Yvan Njuplong



THE CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION (CDC)

The Cameroon Development Corporation, CDC, is an Agro-Industrial enterprise that was created in 1947. It was transformed to a Public Corporation by Decret N°2016/031 of 19th January 2016. It operates extensive plantations of Rubber, Banana and Oil Palm. The Corporation grows these there tropical crops in the South West and Littoral Regions. From these crops, the Corporation produces semi-finished high quality rubber, palm oil and top grade edible banana both for the local and international market. The Plantations for these three crops cover a total area of 39,118 hectares. The Corporation is the second largest employer of labour after the State with a total workforce of 16,974 as at 18yh December 2020.



The Corporation has howerer, witnnessed one of its worst moments with the advent of the socio-political crisis rocking the South West and North West Regions as well as the recent outbreak of the COVID-19 pandemic. These have negatively affected the overall production and performance of the Corporation at different levels and capacities. Prior to the crisis, the Corporation produced 18,000 tons of natural Rubber, 110,000 tons of Banana and 22,000 tons of Palm Oil. At the peak of the crisis in 20219, the Corporation barely produced 2,135 tons of Rubber, 3,825 tons of Oil palm zero tons for Banana. The Corporation has been indexed for Reconstruction and Development under the Presidential Plan for the North West and South West Regions.

Franklin Ngoni Njiru



25 jeunes de Mbang prennent le chemin de l'entrepreneuriat agricole

■ 25 jeunes de l'arrondissement de Mbang, dans le département de la Kadey, région de l'Est, ont officiellement été mis en route pour le Centre d'incubation de la filière banane-plantain de Kribi. Entourés de plusieurs membres du gouvernement, ils entament une formation destinée à faire d'eux les futurs entrepreneurs agricoles de leur localité.



Photo de famille

La salle de conférences du MINADER à Yaoundé a servi de cadre, le 28 avril 2026, à la cérémonie de départ de la première cohorte de jeunes retenus dans le cadre du Programme « Un jeune, une plantation, un avenir ». Dans leurs combinaisons vertes, bottes aux pieds et sacs à dos en bandoulière, les 25 bénéficiaires de Mbang ont reçu leurs kits d'amorçage avant de prendre la route pour le Centre d'incubation de la filière banane-plantain de Kribi. La cérémonie était présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairrobe, en présence du ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Grégoire Owona, du ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, Joseph Le, ainsi que du secrétaire d'État auprès du ministre des Travaux publics, chargé des routes, Armand Ndjodom. S'adressant aux bénéficiaires, Gabriel Mbairrobe les a invités à me-

surer la portée de l'opportunité qui leur est offerte. Il les a encouragés à faire preuve de discipline, d'assiduité et d'esprit d'entreprise afin de tirer pleinement profit de leur séjour à Kribi. Pour le ministre, la filière banane-plantain constitue aujourd'hui un important vivier d'emplois et de création de richesse grâce aux possibilités qu'offre la transformation des produits dérivés. Joseph Le a, quant à lui, souhaité que cette expérience pilote puisse être reproduite dans d'autres bassins de production afin de toucher davantage de jeunes et de les encourager à s'auto-employer et à développer leurs terroirs. Grégoire Owona les a exhortés à faire du travail, de la rigueur et de la persévérance les clés de leur réussite. Il les a invités à revenir dans leurs communautés avec des projets solides, capables de créer de la valeur et de l'emploi. À Kribi, les 25 jeunes bénéficieront

d'une formation pratique en production, transformation et commercialisation de la banane-plantain au sein du centre d'incubation de l'Association des acteurs de la filière banane-plantain (FBPC) avant de regagner leurs localités pour mettre en œuvre leurs projets. Cette immersion doit leur permettre d'acquérir les compétences nécessaires pour créer leurs propres exploitations et participer au développement de la filière dans la région de l'Est. À travers cette initiative, le MINADER entend promouvoir une agriculture plus attractive pour les jeunes et contribuer à la lutte contre le chômage, tout en renforçant la production nationale de banane-plantain. Pour les bénéficiaires, ce départ marque le début d'un nouveau chapitre, porteur d'espoir pour eux-mêmes, leurs familles et leurs communautés.

Yvan Njuplong

Coopération Cameroun - Israël : un partenariat de 98 milliards FCFA pour booster la production locale de riz

■ *Le gouvernement camerounais et la société israélienne Ekobell ont signé, le 6 mars 2026, un accord pour développer 10 000 hectares de riziculture pluviale dans les régions du Nord et de l'Adamaoua, via un investissement de 150 millions d'euros visant à accroître durablement la production nationale et en réduire les importations.*

Le Cameroun franchit une nouvelle étape dans sa quête de l'autosuffisance alimentaire à travers un partenariat stratégique conclu avec l'entreprise israélienne Ekobell. L'accord, signé le 6 mars 2026 dans la salle de conférences du Minader, prévoit la mise en valeur de 10 000 hectares de terres agricoles dans les régions du Nord et de l'Adamaoua. Les localités de Sirdjam et Pola dans le Nord, ainsi que Mbé dans l'Adamaoua, figurent parmi les principales zones ciblées. Ce projet d'envergure, estimé à 150 millions d'euros, soit environ 98,4 milliards de FCFA, ambitionne de dynamiser la production locale de riz. Près de 8 000 producteurs devraient être mobilisés dans le cadre de ce projet. L'approche adoptée intègre à la fois la production, la collecte, le transport et la transformation du riz. Elle vise ainsi à renforcer toute la chaîne de valeur. Ce modèle intégré devrait améliorer la productivité agricole et la qualité du riz produit localement. Le projet s'inscrit dans une logique de modernisation du secteur agricole et reflète également la volonté des autorités de stimuler les investissements dans des filières stratégiques. Sur le plan des performances attendues, le programme prévoit la production de 46 700 tonnes de riz paddy sur une période de trois ans. Ce volume correspond à environ 31 289 tonnes de riz blanchi, selon les estimations des promoteurs. Une telle production représente-



Photo de famille

rait près de 18% de l'offre actuelle de riz blanchi de qualité supérieure au Cameroun. L'impact sur le marché local pourrait être significatif en termes de disponibilité du produit. Cette augmentation de l'offre contribuera à stabiliser les prix et à améliorer l'accès des ménages au riz. Elle permettra également de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations. Le projet vise ainsi à substituer progressivement les importations par une production locale compétitive. Cette orientation répond à un enjeu majeur de souveraineté alimentaire. Elle renforce aussi la résilience du pays face aux fluctuations des marchés internationaux. L'implication des producteurs locaux constitue un levier clé pour atteindre ces objectifs. Ekobell promet également le transfert de compétences et de technologies aux producteurs locaux. Comme on peut le constater, cette initiative tombe à point nommé. En 2024, le Cameroun a consacré 318,6 milliards de FCFA à l'importation de riz, soit 6,4% de ses importations totales.

Cette facture a connu une augmentation de 58,6% en un an, traduisant ainsi une dépendance accrue à cette spéculation. Même si une baisse ponctuelle de 14,2 milliards de FCFA a été observée au deuxième

trimestre 2025, la tendance globale reste préoccupante. Cette situation pèse sur la balance commerciale et sur les finances publiques. Elle justifie les efforts engagés par l'Etat du Cameroun à travers de nombreux projets pour développer la production nationale comme l'a rappelé le Minader dans son mot de circonstance. Gabriel Mbairrobe n'a pas manqué d'appeler l'entreprise à viabiliser véritablement les terres et accroître leurs capacités afin qu'elles puissent être utiles aux populations locales au terme du projet. L'objectif est de sécuriser l'approvisionnement du marché local. Il s'agit également d'anticiper les chocs extérieurs liés aux marchés internationaux. Cette démarche s'inscrit dans une vision économique de long terme selon le directeur général d'Ekobell. Dans cette dynamique, le Cameroun a défini une stratégie ambitieuse pour le développement de la filière rizicole. Celle-ci prévoit une augmentation progressive de la production nationale, qui devrait passer de 140 710 tonnes en 2024 à 460 000 tonnes en 2027. À l'horizon 2030, l'objectif est d'atteindre 750 000 tonnes de riz. Ce niveau de production permettrait d'atteindre un taux d'autosuffisance estimé à environ 97%.

Yvan Njuplong

YAOUNDE CAMEROON HOST COUNTRY OF THE 2026 KAMPALA DECLARATION

■ *The minister of agriculture and rural development cameroon called on agricultural stakeholders to act with urgency and purpose*



The Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP), led by the African Union, has long provided the continental framework guiding these efforts. Its latest phase – the Kampala Declaration (2026–2035) – places greater emphasis on how countries organize, finance and deliver results across their food systems. This requires connecting resources and capacities across sectors, ministries, and levels of governance. Recently in Yaoundé, Cameroon, attention turned to how this comes together in practice. From 17 to 19 March 2026, country and regional CAADP focal point teams, National Food Systems Convenors, and partner institutions – including non-state actors and parliamentarians – gathered for a high-level dialogue and workshop on the CAADP Kampala Implementation Guidelines. The workshop co-organized by the African Union Development Agency (AUDA-NEPAD),

the Government of Cameroon, the United Nations Food Systems Coordination Hub and partners, brought together over 120 participants.

The workshop focused on the mechanisms that will guide CAADP national focal point teams and National Food Systems Convenors in advancing implementation, including strengthening coordination across sectors, shaping investment-ready plans, and tracking progress over time. Opening the ceremony Gabriel Mbairrobe, Minister of Agriculture and Rural Development of Cameroon, noted in his speech, “The success of the CAADP Kampala Agenda rests not on declarations alone... We must act with urgency and purpose.”

Dr. Janet Edeme, Head of the Rural Development Division at the African Union Commission (AUC), described the moment as “a new stage in Africa’s ambition,” adding that “transformation will depend on how effectively countries act.”

Ms. Estherine Lisinge-Fotabong, Director of Agriculture, Food Security, and Environmental Sustainability at AUDA-NEPAD, framed it just as clearly: “We are not starting with speeches; we are starting with systems... This decade must be defined not by promises, but by results.”

Dr Antonio Querido, FAO Representative in Cameroon, speaking on behalf of Dr Issa Sanogo, Cameroon UN Resident Coordinator, noted that the Yaoundé workshop marked an important step in translating CAADP Kampala ambitions into actionable measures anchored in national systems. He emphasized that delivering on implementation requires coherent governance, partner alignment, and evidence-based programming—areas where the UN system contributes as a neutral convener and bridge across national, regional and continental processes.

Heris Nange

Cacao d'Excellence 2025: Le Cameroun médaillé d'or à Amsterdam

■ *Le cacao camerounais s'est illustré sur la scène internationale en remportant la plus haute distinction lors de l'édition 2025 des « Cacao of Excellence Awards », organisée le 20 février 2026 dans le cadre du salon Chocao Trade Fair à Amsterdam aux Pays-Bas.*



Le cacao rouge brique
du Cameroun

Classé premier sur une sélection de 45 pays producteurs de cacao dans le monde, le Cameroun confirme la montée en puissance de sa filière. Le cacao camerounais vient une fois de plus de s'imposer à nouveau sur le marché mondial en remportant la médaille d'or dans la catégorie Afrique et Océan Indien lors du « Cacao of Excellence Award » 2025, la prestigieuse compétition, tenue le 20 février 2026 en marge du Salon Cocoa Trade Fair à Amsterdam, aux Pays-Bas. Le « Cacao of Excellence Awards » célèbre en effet les meilleurs cacaos du monde et met en avant les producteurs qui se distinguent par la qualité de leurs fèves. Selon les informations émanant du Conseil National du Cacao et du Café (CNCC), « cette reconnaissance met en exergue le potentiel du terroir camerounais et l'expertise des producteurs engagés dans l'amélioration continue de la qualité ». Pour l'édition 2025, 191 échantillons issus de 45 origines ont ainsi été

soumis à l'évaluation internationale. Parmi eux, sept provenaient du Cameroun, représentant plusieurs coopératives engagées dans la production de cacao de haute qualité. En amont, le CNCC a collecté plus d'une douzaine d'échantillons dans les bassins de production du pays. A l'issue d'une analyse physique rigoureuse, les sept meilleurs lots ont été sélectionnés et envoyés au laboratoire Biodiversity International à Rome en Italie, où se sont déroulées les évaluations techniques et sensorielles. Au terme du processus, l'échantillon N° 167 provenant de la Société Coopérative avec conseil d'administration de production et de commercialisation de cacao (SCCAPCC) de Kye-Ossi, dans la région du Sud, s'est imposé comme étant le meilleur. Selon le jury, « cet échantillon incarne une rencontre harmonieuse entre la nature et l'effort humain », constituant « un exemple remarquable de notre définition du cacao à la saveur fine ». Un mélange harmonieux qui lui a valu

cette distinction, symbole d'un travail de longue haleine.

En 2023 déjà, le Cameroun avait décroché une médaille de bronze. Trois ans plus tard, cette médaille d'or illustre les efforts continus de la professionnalisation de la filière et consacre un cacao camerounais conforme aux standards internationaux. Avec une production annuelle qui dépasse déjà 210 000 tonnes, le Cameroun a exporté 500,3 milliards de francs CFA de cacao, soit 44,8% des recettes globales d'exportations au premier trimestre 2025 selon l'Institut National des Statistiques. Notre pays a tout intérêt à consolider une réputation de qualité et de fiabilité autour de ce produit. Cette reconnaissance pourrait renforcer le positionnement du cacao camerounais sur le marché international et améliorer la valeur ajoutée locale dans un environnement mondial de plus en plus exigeant.

Djaoudjaourou

LUNCH DEBATE ON THE ISSUES AND CHALLENGES OF THE MARKETING OF CAMEROONIAN RICE

■ **NEW STAKES PUT IN PLACE BY PADFA II TO STRENGTHEN THE MARKETING AND COMMERCIALISATION OF MADE CAMEROON RICE**

Cameroon has launched a renewed push to strengthen the marketing and commercialisation of locally produced rice, as the country continues to face a structural imbalance between domestic production and consumption. Stakeholders met on March 31, 2026, at the chambers of agriculture, livestock, fisheries and forest of Cameroon in Yaounde under the auspice of Agriculture and Rural Development Minister Gabriel Mbairrobe to address distribution bottlenecks and reduce reliance on imports.

“Cameroon is a rice producer. In every region of the country, we have significant production capacities. Unfortunately, this rice is not given sufficient value. According to statistics, we import rice worth more than 300 billion CFA francs every year. How can we explain the fact that we produce substantial quantities of rice yet import considerably more?” said Martin Paul Mindjos Noumeni, President of the Chamber of Agriculture, Fisheries, Livestock and Forestry (CAPEF). The high-level discussions, organised by the Agricultural Value Chain Development Support Project Phase II (PADFA II), come as imported rice continues to dominate retail shelves despite existing local supply networks. In 2024, the country produced more than 52,000 tonnes of paddy rice,



Tasting of Cameroon rice

yet spent approximately CFA320 billion on imports, largely sourced from Asian markets. With annual per capita consumption estimated at around 25 kg, demand continues to significantly outstrip local supply.

Beyond market constraints, producers highlighted operational challenges affecting output, particularly in regions such as the Far North, where climate variability continues to impact yields. Irregular rainfall, high temperatures, and water management constraints remain significant barriers to production stability. “The challenges facing rice producers in the Far North of Cameroon are linked to the scarcity of rainfall, heat and water management. Locally produced rice is being passed over in favour of imported rice, which people describe as easy to cook,” said Julianne Djakao, rice producer and processor.

Despite these constraints, stakeholders reported early signs of changing consumer behaviour, supported by awareness campaigns and improved perceptions of local rice quality. “It is encouraging to see that awareness-raising efforts in our communities are beginning to bear fruit,” Djakao added. Authorities also acknowledged that current supply levels remain well below national targets. In 2020, domestic rice supply stood at 140,710 tonnes against an estimated demand of 577,000 tonnes. Government projections aim to increase production to 460,000 tonnes by 2027 and 750,000 tonnes by 2030. All projects concerned with the production of rice in Cameroon are called to define, coordinate action aimed at improving competitiveness.

Heris Nange

Produits phytosanitaires et pesticides illégaux : Le rôle crucial et primordial de CropLife-Cameroun

■ *Représentant de l'industrie phytosanitaire, CropLife-Cameroun qui a toujours œuvré pour une agriculture durable à travers la mise à disposition de bons produits, la formation des acteurs, reste et demeure le partenaire essentiel pour une sécurité alimentaire plus accrue.*

Quand bien même la gestion des produits phytosanitaires au Cameroun soit marquée par un renforcement de la réglementation, avec des retraits d'homologation de produits dangereux et la numérisation des certificats (plateforme ePhyto), il y en est qui contribue toujours à jouer aux petits malins à travers des actions de forte contrebande, de contrefaçon des produits non homologués et une utilisation risquée par les producteurs, sans se soucier des effets qui pourraient en résulter s'agissant de la santé humaine et de l'environnement.

S'il est important de rappeler que les produits phytosanitaires, communément appelés pesticides, sont des substances, ou des mélanges, de nature chimique ou biologique, ou des préparations formulées de microorganismes (champignons, virus, bactéries, protozoaires ou tout autre entité biotique microscopique auto-réliquante) qui sont utilisés en agriculture, en horticulture, en sylviculture, dans les jardins et les zones non cultivées, et sont destinées à protéger les végétaux ou les produits végétaux par la destruction, la répulsion ou la limitation de la croissance des organismes nuisibles; détruire ou limiter la croissance des adventices ou des plantes indésirables; réguler ou modifier la croissance des végétaux autres que les éléments nutritifs, CropLife-Cameroun qui est une association à but non lucratif, jouant un rôle crucial dans la modernisation et la régulation de l'activité phytosanitaire au Cameroun, ne devrait en aucun cas baisser la garde. Il est ainsi question de rester dans la logique qui a gouverné la 39^{ème} assemblée générale de cette association au cours de laquelle il avait été question de réfléchir sur le thème: "Pesticides illégaux: un défi majeur pour l'agriculture camerounaise". Cette thématique qui revêtait un caractère important au regard du climat observé sur le terrain, était à elle toute seule tout un programme. L'urgence et la nécessité de ce conclave étaient d'autant plus avérées que certains secteurs de l'agriculture semblaient avoir le vent en poupe. Ce qui reste



Inauguration du siège de CropLife

encore d'ailleurs le cas dans certains bassins de production. Baisser la garde en se croyant sur un terrain conquis, serait la pire des erreurs à ne pas commettre. Tant il est perçu des uns et des autres que ce secteur de vulgarisation et de commercialisation des produits phytosanitaires génère beaucoup d'argent. Le risque de voir s'engouffrer des acteurs inexpérimentés ne nourrissant qu'une seule idée: celle de se faire plein les poches, serait la pire des erreurs à commettre. Le rôle de CropLife reste donc essentiel pour ne pas dire primordial quand on s' imagine les effets induits qui peuvent découler de l'ingurgitation de tels produits par l'organisme humain et même par son absorption par les végétaux ou tout autre être vivant pouvant se retrouver ou non dans la chaîne alimentaire. Une bonne raison de maintenir en alerte la cellule d'éveil, d'autant plus que le Cameroun, tout comme de nombreux pays en développement, est confronté à une croissance démographique rapide qui lui impose aussi d'assurer une alimentation suffisante et de qualité pour tous. Ce qui ne peut passer que par une bonne

santé des plantes en vue de garantir des rendements optimaux et, par conséquent, la sécurité alimentaire. Etant entendu qu'une utilisation non contrôlée des produits phytosanitaires et davantage, ceux non homologués, induirait inévitablement des problèmes de santé à des échelles diverses de la chaîne alimentaire.

Il est primordial de maintenir en éveil cette cellule afin que tous ces autres acteurs du secteur phytosanitaire n'ayant pas de liens en collaboration avec CropLife soient mis sous contrôle, quand bien même leurs produits seraient de bonne qualité. Sans oublier que la contrefaçon, née de la porosité des frontières, peut constituer un facteur aggravant. Le renforcement de la collaboration entre les acteurs de la filière et l'application rigoureuse des réglementations existantes; la réactualisation de la loi phytosanitaire pour qu'elle puisse être applicable pour tous, y compris les mesures répressives contre les contrevenants dans la perspective d'une protection de l'industrie locale, restent un impératif.

Djaoudjaourou

GOVERNMENT OF CAMEROON LAUNCHED THE CONVERGEFOOD JOINT PROGRAMM

■ *UN initiative involving WFP, FAO, UNEP, UNIDO, and UNCDF to touch some 60 percent of women and youth entrepreneurs in the project areas of the East, Adamawa, and Far North Regions.*

Launching the ConvergeFood Joint Programme and the Scalable Success Model (SSM) Project the minister of agriculture and rural development of Cameroon GABRIEL MBAIROBE was unanimous that the 60% target of women and youth is in line with the prescriptions of President Paul Biya who promised during his investiture to put the concerns of the two groups at the centre of government action. Speaking at the event, the UN Resident Coordinator, Dr. Issa Sanogo under whose leadership the programme is operating, said it aims at strengthening key food value chains and unlock blended finance to catalyse private sector investments for smallholder farmers, women and youth led cooperatives as well as agri-businesses across the above three cited regions in Cameroon. Dr. Sanogo outlined the three strategic pillars of the programme to include rice value chain transformation which gears at increasing national production, scaling climate-smart practices, introducing digital agriculture, and expanding irrigated land. Concerning the agro-ecological production for staples and livestock, it aims at diversifying crops, promoting local seeds/breeds, and expanding renewable energy-powered production systems.

In regard to import substitution and local market activation, the UN Resident Coordinator talked of promoting "producing Cameroonian, consuming Cameroonian," linking



cooperatives to structured buyers, and reducing food import dependency. Sanogo noted that their response through ConvergeFood is based on ground reality, including the challenges of climate change being faced by the local farmers. He added that their involvement is a demonstration of the UN support to government, stating that the collective commitment of all stakeholders will lead to success. The Minister of Agriculture and Rural Development, MINADER, Gabriel Mbairoré said about 80% of agricultural practices is being carried out by smallholder farmers in the face of challenges such as the increasing population in need of food, effects of climate change and global crises that is threatening food security. He said to stem the tides; the modernisation of agriculture must go with the provision of adequate tools and seeds that can withstand the effects of climate change. He disclosed that in addition to the SDG Fund of US 2 mil-

lion dollars for three years spanning 2026-2028 to catalyse food systems innovations in Cameroon, the Islamic Development Bank has pledged US 15 million dollars in concessional financing through the Global Flagship Initiative for Food Security to scale up the project.

He dwelled on the priority value chains in the said regions including rice intensification systems that would see technologies to reduce methane emission, promotion of aquaponics that has to do with fish and rice production, and the opening of new production areas. For cassava, it would enhance best practices of manufacturing, agro-ecological production, and improved local varieties. Eggs and dairy would see the promotion of climate-smart livestock, improving local breeds, renewable energy for production and transformation of animal products.

Heris Nange

L'usine de torréfaction de café de l'Uccao inaugurée

■ La cérémonie de mise en service de cette importante infrastructure de transformation de café était présidée le 12 mars 2026 par le ministre Gabriel Mbairrobe.



Coupure du ruban

La ville de Bafoussam est devenue le temps d'une journée, le point d'attraction des producteurs de café venus des huit régions du Cameroun, productrices de café. C'était à l'occasion de l'inauguration officielle de la nouvelle usine de transformation du café moulu de l'Union Centrale des Coopératives Agricoles de l'Ouest Cameroun (Uccao). La cérémonie, présidée par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairrobe, a rassemblé de nombreuses personnalités du secteur agricole, les responsables des coopératives, des représentants des pouvoirs publics, ainsi que plusieurs autorités traditionnelles et administratives de la région. Les producteurs eux, sont venus nombreux célébrer cette infrastructure qui permettra non seulement d'accroître leurs rendements, mais aussi et surtout de renforcer la labellisation du fruit de leur production, qui est l'un des cafés les plus demandés et apprécié sur le marché international. Dans son mot, le président du conseil d'administration de l'Uccao, Sa Majesté Nguéack Placide a salué la détermination de ses collaborateurs et la confiance renouvelée de l'Etat et des partenaires. Il a rappelé

que cette usine n'est pas seulement un investissement matériel, mais aussi une source d'espoir pour les milliers de planteurs engagés dans la relance de la production caféière. Ainsi, d'après lui, la véritable richesse réside dans la capacité de la coopérative à transformer localement un produit de qualité mondiale. Mettant l'accent sur la jeunesse, le PCA a invité les jeunes à s'intéresser davantage aux métiers agricoles, gages d'avenir et d'autonomie économique selon la vision du chef de l'Etat qui les y a incités lors de ses multiples discours à la jeunesse.

Il n'a pas manqué pour finir, d'exhorter les pouvoirs publics à poursuivre l'accompagnement des producteurs, notamment par la distribution d'intrants de qualité et le suivi technique sur le terrain.

Dans son discours, le ministre Gabriel Mbairrobe a félicité l'Uccao pour cette infrastructure et a réaffirmé la volonté du gouvernement de soutenir la filière café, pilier de l'économie agricole nationale. Il a d'ailleurs révélé que pour cette infrastructure, l'Etat a contribué à hauteur de 700 millions de francs CFA sur le coût total du projet estimé à un milliard cinquante millions de francs CFA, ce qui est

une preuve de l'engagement ferme des pouvoirs publics en faveur de la transformation locale. Le Minader a également annoncé la création prochaine d'une unité de production de café instantané adossée à celle de café moulu, afin d'accroître la valeur ajoutée et d'exploiter tout le potentiel du marché. Cette démarche, a-t-il souligné, permettra non seulement de renforcer la compétitivité du café camerounais, mais aussi de revaloriser le métier de producteur.

La cérémonie s'est achevée par une remise de matériel agricole aux postes phytosanitaires et aux communes productrices de café, témoignage concret du soutien du ministère aux acteurs de terrain. Les perspectives sont prometteuses avec cette usine de torréfaction moderne. L'Uccao envisage de conquérir de nouveaux marchés, de créer des emplois locaux et de stimuler la consommation nationale de café. À terme, cette dynamique pourrait inverser la tendance à la baisse observée depuis les années 1980, redonnant ainsi au café camerounais sa place de fleuron continental et mondial.

Yvan Njuplong

L'unité de transformation de manioc de Minkoa inaugurée

■ Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairrobe, a procédé le 5 février 2026 à l'inauguration officielle de l'unité de transformation de manioc de Minkoa, concrétisant ainsi l'effectivité de la réalisation de l'un des projets phares du Minader pour le compte de l'exercice budgétaire 2026.

La localité de Minkoa, dans l'arrondissement de Lobo, département de la Lékoué, région du Centre, était en fête le 5 février 2026. Et pour cause, l'inauguration officielle par le chef du département ministériel en charge l'Agriculture et du Développement rural, Gabriel Mbairrobe, de l'unité de transformation de manioc de cette localité. A ses côtés, le panel des autorités administratives, municipales, politiques, traditionnelles, religieuses ainsi que des élites intérieures et extérieures de l'arrondissement de Lobo; le directeur des Opérations de la Banque mondiale, le représentant résident de la FAO au Cameroun, le directeur pays et représentant du Programme Alimentaire Mondial, le directeur pays de Care international, le président du conseil d'administration de la coopérative Société coopérative agropastorale du Centre (SOCOAPACE), entre autres.

Cette descente sur le terrain du ministre Gabriel Mbairrobe dans la localité de Minkoa, est l'aboutissement d'un long processus de collaboration multilatérale avec les partenaires techniques et financiers du Cameroun que sont la Banque mondiale, le PAM, la FAO, Care international. Se référant à l'engagement pris par le chef de l'Etat, Paul Biya, de placer son nouveau mandat sous l'égide de l'intensification et la consolidation des efforts en faveur de la création de nouvelles opportunités d'emplois, particulièrement en faveur des jeunes et des femmes, l'année 2026 qui lance ce mandat, dira le Minader, est



Photo de famille

une année de grands défis, particulièrement en ce qui concerne le développement des entreprises privées dans les secteurs à fort potentiel de création d'emplois, à l'instar de l'agriculture pour le cas d'espèce. C'est pour ce faire que le gouvernement du Cameroun, par l'entremise de son Plan Intégré d'Import-Substitution Agropastorale et Halieutique (PIISAH) qui couvre la période 2024-2026, travaille activement à travers ses différents démembrements opérationnels au renversement de la tendance déficitaire de notre balance commerciale par la réduction du niveau de nos importations. Par voie de conséquence, l'unité de transformation de manioc de Minkoa, ainsi inaugurée, peut être inscrite comme une réalisation alignée sur cette stratégie. Le Minader qui accompagne d'ailleurs la société coopérative agropastorale du Centre depuis plusieurs années, avec le concours de la Banque mondiale, indique le ministre Mbairrobe, a consenti à la mise à disposition complémentaire d'un montant de 90 millions de francs CFA à travers le Projet d'Urgence de Lutte contre la Crise Alimentaire (PULCCA) pour la finalisation de l'investissement commencé, avec d'autres projets, notamment la réalisation des travaux complémentaires dans le cadre d'un

projet correcteur; les acquisitions des équipements et matériels pour la finalisation de l'unité de transformation de manioc de la coopérative SOCOAPACE de Lobo. La mise sur pied de cette unité moderne ayant pour vocation d'impulser le développement de ce bassin de production qu'est l'arrondissement de Lobo. Et d'ajouter que "l'inauguration de cette usine est également une source d'optimisme et de confiance en l'avenir en ce sens qu'elle va permettre non seulement la transformation du manioc en produits dérivés, mais aussi faire naître de nombreux espoirs en termes d'emplois directs et indirects pour le secteur rural, de même que les capacités de production des populations environnantes". Le Minader a d'ailleurs saisi cette opportunité pour inviter les membres de la SOCOAPACE dont l'accompagnement du ministère dont il a la charge, s'est matérialisé à nouveau par cette unité opérationnelle de transformation de manioc qui leur sera rétrocédée, à faire montre d'une gestion rationnelle et optimale au service du développement de leur bassin de production. Et de les rassurer, en guise de conclusion, que le soutien du Minader à leur endroit reste et demeure.

Djaoudjaourou

IMPORT SUBSTITUTION AT THE FORTFONT OF PIISAH

■ *Six (06) corporations are involved in the implementation of PIISAH for the 2026 financial year*

The rural sector is the driving force of Cameroon's economy. It is the country's largest employer, accounting for 60% of the working population. Its contribution to the country's economic and social stability is vital, given its central role in the national economy, in job creation and income-generating activities, as well as in food security and in curbing rural exodus. However, the rural sector remains subject to numerous constraints that limit its full potential, including, the low use of high-yield techniques and improved inputs, difficulties in accessing markets, inadequate rural infrastructure, and a lack of appropriate financing mechanisms. Thus, PIISAH, "aims to facilitate the development of public and private initiatives in the agro-pastoral sector; to contribute to increasing the production of widely consumed local products; and to create an environment conducive to the development of agro-pastoral activities". This is an important initiative for achieving the priorities set out in national strategy documents, namely: Cameroon's Vision 2035, the National Development Strategy 2020–2030 (NDS 30), and the Rural Sector Development Strategy (RSDS).

This for the financial year 2026, six (6) contractual documents between MINADER and Public Establishments and Enterprises within the framework of the implementation of the **Integrated Plan for Agro-Pastoral and Fisheries Import Substitution (PIISAH) 2026** were signed at the conference hall of Minader under the auspice of the minister of agriculture and rural development Gabriel mbairrobe. During the signing reminded the stakeholders PIISAH 2024–2026, is now in its third year, consistently focuses on its three key areas, namely: securing and developing hydro-agricultural and fisheries perimeters; improving production, processing and marketing; and, finally, improving access to research, training and financing.

The six Public Establishments and Enterprises to benefit from the PIISAH 2026 and an inside of the structure include:

The Upper Nun Valley Development Authority (UNVDA) was created as a Development Mission in 1970 by presidential decree No: 70/DF/529 of 29 October 1970 initially and later on transformed into a Development Authority by presidential decree No: 78/157 of May 11, 1978.

The objectives of the Cooperation were aimed at developing the Upper Nun Valley Area, intensifying the production of rice and other cereals to reduce poverty and fight against food insecurity in the country, facilitating the processing and marketing of rice; facilitating access to rural infrastructure for farmers; ensuring sustainable management of natural resources; and facilitating the organization of rice farmers into professional groups.

Activities of the Corporation include, development/maintenance of paddy fields; construction and maintenance of irrigation and drainage infrastructure; opening and maintenance of access roads; seed multiplication; agricultural extension; sensitization of farmers; capacity-building in group management; organization of exchange visits; and



activities aimed at facilitating the processing and marketing of farmers' produce, with focus on rice production.

At its creation, it was attributed 15000 ha of swamps in the locality for the production of rice by indigents. As at moment close to 4000 ha are being exploited (both developed and undeveloped) by rice farmers. Its present statutory area of intervention touches

LE POTENTIEL

five divisions: Mezam, Ngoketunjia and Bui in the North West, and Noun and Bamboutos in the West Region. The total population of UNVDA's area of intervention stands above 500,000 inhabitants. Close to 90% of this population are farmers, and about 15000 are direct contact rice farmers.

These rice farmers have been effectively organized into professional organizations and have formed a rice value chain inter-professional organization with UNVDA. Since its creation UNVDA has contributed enormously in ameliorating rice production in its area of intervention. **For PIISAH 2026 UNVDA, will benefit an amount of 7.5 billion CFA francs, with 300 million allocated to IRAD for seed production.** The challenges staring the unvda are in the hands of the Director General **Mr.ERIC AKONGNUI ANDANGFUNG.**

SEMRY, for an amount of 1 billion CFA francs;

"SEMRY is a state-owned company with the State as its sole shareholder. It was established by Presidential Decree No. 71/DF/74 of February 24, 1971, and was initially classified as a "Development Company." SEMRY's headquarters are located in Yagoua, in the Mayo-Danay Department. The company's primary mission is to combat poverty by: improving the living conditions of populations suffering from the harsh Sahelian climate; contributing to Cameroon's self-sufficiency in domestically produced rice; and limiting rural exodus by encouraging young people to remain in rice-growing villages. SEMRY's area of activity is the practice of irrigated rice cultivation in double annual cropping

on 11,500 hectares of developed land spread over two perimeters, including 5,300 hectares in Yagoua (irrigable by pumping water from the Logone River) and 6,200 hectares in Maga (irrigable by a gravity system from the valves fixed on Lake Maga). The company supports 20,000 rice-farming families and therefore nearly 160,000 people who derive their income primarily from rice farming. SEMRY boasts significant advantages, including rich soil ideal for rice cultivation with potential for expansion; and a rice variety, IR46, which allows for two growing cycles per year and yields an average of six tons of paddy per hectare in smallholder farming environments, placing it among the best in Africa. SEMRY rice also possesses unparalleled organoleptic qualities: it has a very good flavor and is naturally fragrant. Tasting campaigns organized by the Ministry of Trade in 2010, prior to the Ebolowa Agro-Pastoral Show, demonstrated that IR46 is by far the best of all rice varieties cultivated, marketed, and consumed in Cameroon. Another undeniable strength of SEMRY lies in its large and dynamic rice-growing population, which is increasingly mastering modern farming techniques. Rice production at SEMRY reached over 110,000 tons of paddy in 1985. The ongoing rehabilitation of the infrastructure will allow the company to truly implement double annual cropping and to envision an annual production of 180,000 tons of paddy in the Yagoua and Maga areas. On the economic front, rice farming injects more than 8 billion CFA francs annually into the economy of the Logone Valley, which is the area of intervention of SEMRY. Alongside its core business of rice cultivation, the company has recently resumed its industrial and commercial activities, which had been dormant since the 1990s. It has also undertaken to promote related diversification activities for the benefit of young people, such as cattle fattening, fish farming and pig breeding.

At the head of this establishment we have **FISSOU KOUMA, DG SEMRY (photo avec eric)**

CDC, for an amount of 1.7 billion CFA francs; Cameroon Development Corporation (CDC) is a major state-owned agro-industrial company based in Bota, Limbe, founded in 1947. It is the second-largest employer in Cameroon after the state, with over 12,000 employees, focusing on cultivating, processing, and marketing rubber, oil palm, and banana.



Key Details about CDC Cameroon

Operations & Crops: CDC operates plantations in the South West and Littoral Regions, covering over 41,000 hectares. Key products include rubber, palm oil, palm kernel oil, and bananas. Economic



Impact: As a major exporter and employer, it plays a vital role in Cameroon's economy. It is managed by a board and a General Manager.

Challenges: The corporation has been heavily impacted by the sociopolitical crisis in the North West and South West regions, which resulted in the suspension of activities at several estates.

Infrastructure: The corporation operates its own medical services, including hospitals and clinics for workers. **Director General Franklin Ngoni Njie**

MIDENO for an amount of 900 million CFA francs.

The North West Development Authority (MIDENO) is a specialized Cameroonian public institution based in Bamenda, established in 1981 to spearhead rural development in the North West Region. It oversees rural development, boosts agricultural production through input distribution, and manages rural infrastructure projects, including roads and modern slaughterhouses.

Mission: To foster socio-economic growth, improve agriculture, and coordinate rural development efforts, often collaborating with the World Bank.

Key Activities: Distribution of farm inputs (fertilizers, seeds) and livestock, training farmers on climate-smart techniques, supporting coffee and food crop value chains, and improving rural infrastructure.

Recent Initiatives: In 2025-2026, it focused on food security through the PULCCA project (Cameroon Emergency Project to Combat Food Crisis), benefiting over 24,000 farmers, and constructed a modern abattoir in Bamenda.

Leadership: As of 2025, the General Manager is Cletus Anye Matoyah.

It serves as a key player in promoting rural livelihoods and economic recovery in the North West Region.



CENEEMA, for an amount of 400m

The "National Center for Studies and Experimentation in Agricultural Mechanization", CENEEMA has been created in 1974, and reorganised by the presidential decree n°2019/038 of 29 January 2019, with its main mission to **promote and develop agropastoral mechanization of Cameroon.**

CENEEMA has thirteen (13) missions which are:

- Carrying out carrying out studies on agro-pastoral machines, materials and techniques, adapting them particularly to the ecologies of Cameroon;
- Conducting tests on agro-pastoral machinery and equipment imported or manufactured in Cameroon, with a view to their approval and certification by the competent institutions;

- The creation of a fleet of agricultural machinery;

- The training of trainers and technicians in the field of agricultural mechanization;

- The promotion of local manufacturing and the distribution of production equipment, processing and preservation of agricultural products;

- The promotion of technology transfers in agricultural mechanization;

- The development of projects within the framework of agricultural mechanization;

LE POTENTIEL

The creation of agricultural mechanization pools for the opening and maintenance of evacuation routes;
The promotion of the use and modernization of animal traction;

The advice and support for various users, service providers and importers of agro-pastoral machinery and equipment;

The establishment of partnerships with any organization contributing to the achievement of its corporate purpose;

Supporting farmers by providing machinery and equipment from its fleet;

The center carries out any other mission entrusted to it by the government in relation to its corporate purpose.

CENEEMA's Agricultural Mechanization Branches and Pools



CENEEMA has **twelve (12) agricultural mechanization branches and more than twenty (20) sub-branches** called “**Agricultural Mechanization Pools**” located in the agricultural production zones. The branches are situated at **Ngaoundéré, Yaoundé, Bertoua, Maroua, Kousséri, Nkongsamba, Garoua, Bambui, Bafoussam and Ekondo-Titi**. The services we are providing are: mechanical clearing with bulldozer; mechanizing agricultural operations from land preparation to post harvesting for priority crops; construction of ponds; construction of irrigation canals; creation and opening of agricultural roads; maintenance and repair of machinery and equipment. **ANDREE COROLINE MEBANDE BATE NEE EKOTTO MIN-KOUNA**; she was appointed on december 6,2019.

BCPME, for an amount of 6 billion CFA francs.

The Cameroonian Bank for Small and Medium Enterprises, abbreviated as BC-PME SA, headquartered in Yaoundé. It is authorized as a credit institution qualified to operate in Cameroon by Decree No. 00243/MINFI of August 16, 2014, represented by its General Manager, **AMADOU HAMAN**

BC-PME SA is a state-owned banking institution created by the Government of the Republic of Cameroon with the mission of providing financial support to SMEs and Craftsmanship to solve the thorny problem of financing small and medium-sized enterprises and craftsmanship in Cameroon. Its purpose is to conduct all banking operations, related operations, and banking, economic, and financial service provisions to support the creation and development of SMEs and Craftsmanship on the national territory."

The 2026 PIISAH budget represents a total of 17.5 billion CFA francs. The 2024–2026 Integrated Agro-Pastoral and Fisheries Import Substitution Plan (PIISAH), mandated by the Head of State, has the primary objective of contributing to the reduction of the trade deficit by substituting imported products with locally produced goods. This ceremony was graced with the presence of sectoral ministries supporting us in the implementation of this Plan alongside MINADER, namely MINEPAT and MINFI, represented here at a high level.



Filières manioc et palmier à huile: Un nouveau cap pour l'import-substitution au Cameroun

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et le Centre de Réseaux des Filières de Croissance (CRFC) ont signé à Yaoundé, le 18 mars 2026, une convention de partenariat pour le développement de la chaîne de valeurs de la filière manioc. Au cours de la même cérémonie, le Minader a signé un mémorandum d'entente avec la Société Camerounaise de la Savonnerie (SCS ALID) axé sur le renforcement de la filière palmier à huile.

Les filières palmier à huile et manioc figurent parmi les filières essentielles pour l'économie camerounaise. Les deux filières contribuent au renforcement de la politique d'import-substitution, la farine de manioc pouvant constituer un élément important dans la réduction des importations de blé et le palmier à huile, étant l'une des cultures capitales pour la consommation locale et pour les industries, mais dont la production globale reste encore largement insuffisante. La signature de cette convention avec le CRFC d'une part et le MOU signé avec SCS ALID d'autre part, constitue une étape importante dans la valorisation desdites filières. Cette importance a pu être d'ailleurs constatée au cours de cette cérémonie par la présence de hauts responsables de l'administration, des entreprises publiques et privées ainsi que des partenaires techniques et financiers.



La convention signée entre le Minader et le CRFC a pour objectif d'assurer la mise en œuvre opérationnelle du Plan de relance économique et de structuration des filières manioc, maïs, palmier à huile et soja. Dans son mot, le coordonnateur national du CRFC a d'abord exprimé sa gratitude au chef de l'État pour sa vision en matière d'import-substitution. Il a ensuite présenté le CRFC comme un outil d'encadrement des réseaux professionnels agrosylvopastoraux et halieutiques, chargé de faciliter l'accès au marché, de structurer les chaînes de valeur et de soutenir la création d'entreprises championnes. Il a détaillé l'ambition d'aménager 45 000 hectares dans la Plaine centrale, via

la société SONADIC S.A, pour produire 500 000 tonnes de farine panifiable et 400 000 tonnes d'amidon de manioc, avec à la clé des retombées majeures : plus de 50 000 emplois directs, 150 000 emplois indirects, une nette amélioration de l'assiette fiscale et un retour massif des jeunes vers les bassins de production.

Le mémorandum d'entente avec la SCS ALID quant à lui vise à assurer la relance économique de la filière palmier à huile. Cela passe par une densification de la production nationale de cette spéculation qui est particulièrement importante pour la consommation des populations locales, mais aussi et surtout pour les industries. SCS ALID se



propose de créer 25 000 hectares de plantation dans la Plaine centrale, dans l'arrondissement de Yoko. L'investissement total du projet est de 39 milliards pour un bénéfice attendu de 44 milliards de FCFA. Ainsi, il est prévu la production de plus de 4 millions de plants de qualité. Le projet vise aussi près de 40 000 emplois directs et 100 000 emplois indirects. Pour madame Fotso Edith Rachelle, PDG de SCS ALID, « le message à passer, c'est que le gouvernement camerounais est déterminé à soutenir les initiatives qui visent à promouvoir l'emploi des jeunes et des femmes, ainsi que l'import-substitution pour booster l'économie nationale ».

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, pour sa part, a replacé cette convention et le MOU signés dans la dynamique de la transformation structurelle de l'économie et du renforcement de la souveraineté alimentaire. Rappelant que l'agriculture représente près d'un quart du PIB et plus de 40% des emplois, il a souligné l'alignement de ces partenariats et conventions sur la Stratégie nationale de Développement à l'horizon 2030 et sur le Plan Intégré d'Import-Substitution Agropastoral et Halieutique. Il a insisté sur le rôle stratégique du maïs et du soja pour l'aviculture et l'élevage porcin, du manioc comme matière première industrielle pour

la boulangerie, et du palmier à huile pour l'agroalimentaire et la savonnerie, tout en mettant l'accent sur l'inclusion des jeunes et des femmes rurales à travers un meilleur accès à la terre, aux intrants, au financement et aux technologies modernes. Il a ainsi noté que « la signature de ces conventions témoigne de notre volonté commune de bâtir un écosystème agricole dynamique, inclusif et compétitif. Elle traduit également l'engagement du gouvernement à promouvoir des partenariats innovants pour accélérer la modernisation de notre agriculture ».

Yvan Njuplong

Culture du blé au Cameroun: Le plan d'action triennal 2026-2028 examiné et validé

■ L'auditorium du ministère de l'Agriculture et du Développement rural a servi de cadre, le 30 juin 2026, aux travaux de l'atelier de présentation et de validation du plan d'action triennal 2026-2028 pour la promotion de la culture du blé au Cameroun. Lesdites assises étaient présidées par le ministre Gabriel Mbairrobe en personne.



Photo de famille

Ce conclave, d'une haute portée stratégique, a connu la participation, outre des hauts responsables du Minader, d'un panel de chercheurs de l'IRAD, des universités et des centres de recherche du Cameroun, de partenaires au développement et des producteurs de blé. Une présence remarquable qui n'est autre chose que

le témoignage de l'intérêt croissant que suscite la question de la souveraineté alimentaire, de la volonté collective de réduire notre dépendance aux importations, ainsi que de la pertinence du sujet et de l'urgence à agir.

Le contexte mondial actuel, marqué par les crises successives, notamment la Covid-19, les conflits internationaux divers, les

dérèglements climatiques nous interpelle. Ces crises ont en effet montré la fragilité des chaînes d'approvisionnement alimentaire. Le blé, céréale de base pour des milliers de camerounais, en est l'illustration parfaite. En effet, la consommation annuelle de pain par individu au Cameroun est estimée à 20 kg en 2024. Toute la demande de blé dans notre

pays est quasiment supportée par les importations. Le Cameroun, comme la plupart des pays subsahariens, importe plus de 90% de ce qu'il consomme sous forme de farine, pâtes alimentaires, biscuits, pain. Chaque année, notre facture d'importation de blé et de farine dépasse les 700 milliards de francs CFA. Une situation qui fragilise notre balance commerciale et expose nos consommateurs aux chocs des marchés internationaux, tel que constaté ces dernières années. Notre production nationale de blé est aujourd'hui marginale. Le gap est comblé par des importations massives en provenance d'Europe, de Russie et du Canada. Et pourtant, notre pays dispose d'atouts réels en la matière. Les hautes terres de l'Ouest, l'Adamaoua et certaines zones d'altitude du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les régions de l'Extrême-Nord, du Centre, du Sud, de l'Est et du Nord présentent des conditions agroécologiques favorables à la culture du blé. Des expérimentations menées par l'IRAD, l'université de Dschang et nos partenaires ont déjà démontré la faisabilité technique de cette culture. Les travaux réalisés par l'IRAD ont identifié des variétés de blé tendre et de blé dur adaptées, avec des rendements potentiels de 3 à 4 tonnes à l'hectare en milieu paysan.

Mais malgré ces potentialités indéniables de la filière, un certain nombre de contraintes freinent la relance de la culture du blé au Cameroun. Parmi celles-ci, l'on peut citer l'insuffisance du matériel végétal de qualité, l'accès difficile à la terre, l'accès difficile aux intrants agricoles, le faible accès des producteurs au financement et le caractère rudimentaire et obsolète des équipements de production pour les exploitations familiales. À ce sujet, l'on peut

s'enorgueillir du fait que la vision du chef de l'Etat, Paul Biya, est claire: « bâtir un Cameroun émergent à l'horizon 2035, avec une agriculture moderne, compétitive et souveraine ». Il n'a cessé de rappeler « l'urgence de produire ce que nous consommons et de consommer ce que nous produisons ». La Stratégie Nationale de Développement - SND30 - fait de la sécurité alimentaire et de la substitution aux importations des axes prioritaires. La culture du blé entre de plain-pied dans cette ambition. La question n'est donc plus de savoir si l'on « peut produire du blé au Cameroun? ». La question, c'est plutôt: « comment passer de l'expérimentation à l'industrialisation de la filière? ». C'est tout l'objet du Plan d'action triennal 2026-2028 présenté, examiné et validé ce 30 juin 2026 à Yaoundé.

180 000 tonnes de blé marchand projetées en 3 ans

L'objectif global de ce plan est de soutenir la production durable de blé à travers l'intensification de la production locale afin de réduire progressivement la dépendance aux importations. Pour y parvenir, le plan s'articule autour de trois axes stratégiques : l'acquisition et la mise à disposition des multiplicateurs semenciers regroupés au sein des GIC/coopératives ou non, des intrants nécessaires à l'exploitation de 4 500 hectares en vue de la mise à la disposition des producteurs de 9 000 tonnes de semences certifiées, l'accompagnement des producteurs de blé, notamment les jeunes et les femmes à l'émergence et au développement des exploitations familiales agricoles performantes à travers l'organisation des ateliers de sensibilisation des producteurs, de renforcement des capacités techniques du personnel d'encadrement et des producteurs, le soutien à l'accès

aux infrastructures post-récoltes, telles que le conditionnement, la conservation et la première transformation et le soutien à la commercialisation.

Le plan d'action triennal 2026-2028 pour la promotion de la culture du blé au Cameroun projette l'exploitation de 4 500 hectares en vue de la production de 9 000 tonnes de semences certifiées pour 180 000 tonnes de blé marchand sur trois ans. Cette activité sera réalisée dans les régions de l'Extrême-Nord (Mayo Tsanaga, Logone et Chari), du Nord (Mayo Rey), de l'Adamaoua (Tibati, Meiganga), de l'Ouest (Fongo-Tongo, Magba) et du Nord-Ouest (Nkambe). Le montant estimé s'élève à 30 milliards 913 millions 700 mille francs CFA. L'Etat, à travers le Minader, le Minfi, le Minepat, jouera son rôle de régulateur, d'investisseur dans les biens publics et de facilitateur. Les ministères de la Recherche scientifique et de l'Innovation et de l'Enseignement supérieur devront fournir des solutions techniques adaptées et poursuivre la formation de la nouvelle génération d'agronomes spécialisés. Les producteurs et les organisations paysannes sont au centre du jeu. Sans leur adhésion et leur travail, ce plan ne saurait prospérer. Quant aux partenaires techniques et financiers, il est escompté d'eux leurs appuis financier, technique et le partage d'expériences. Le Cameroun est prêt à être un modèle de réussite pour l'Afrique Centrale en la matière. Des pays africains comme l'Ethiopie, le Maroc ou le Kenya ont relevé ce défi. Pourquoi pas le Cameroun ? Nous disposons des terres, nous avons des compétences et la volonté politique. Il ne manque plus que l'engagement collectif pour y parvenir.

Djaoudjaourou

Projet de Développement Rural des régions du Nord et de l'Adamaoua

« Infrastructures Rurales I&II »

(PDR_NA-IR I&II)



BMZ N° 2019 67 272 + 2016 67 096

DESENCLAVEMENT DES BASSINS DE PRODUCTION PROJET DEVELOPPEMENT RURAL DES REGIONS DU NORD ET DE L'ADAMAOUA (PDR_NA – IR I&II)

I- BREVE DESCRIPTION DU PROJET

Ce Projet est consacré à l'amélioration de la situation économique des populations rurales en particulier les femmes et les jeunes dans les régions du Nord et de l'Adamaoua en augmentant leurs revenus à travers la dynamisation des zones de production. Il s'agit de la mise en place des infrastructures socio-économiques afin d'assurer le désenclavement des bassins de production pour l'émergence d'une économie des filières prioritaires viables, l'approvisionnement et l'écoulement des productions vers les marchés intérieurs et extérieurs, ainsi que le transport des personnes et aussi accélérer le processus d'industrialisation avec un accent sur l'approvisionnement en produits agricoles locaux dans les filières prioritaires.

Les enjeux portent sur le désenclavement des bassins de production à travers la réhabilitation de **1 044 Kilomètres** dont **634 Kilomètres** dans la région du Nord et **410 Kilomètres** dans la région de l'Adamaoua.

II- MISSION DU PROJET

Projet de Développement Rural des Régions du Nord et de l'Adamaoua « Infrastructures Rurales I&II » porte sur la mise en place des infrastructures socio-économiques afin d'assurer le désenclavement des bassins de production pour l'émergence d'une économie des filières prioritaires viables, l'approvisionnement et l'écoulement des productions vers les marchés intérieurs et extérieurs, ainsi que le transport des personnes et aussi accélérer le processus d'industrialisation avec un accent sur l'approvisionnement en produits agricoles locaux dans les filières prioritaires. Cette amélioration se traduira essentiellement par la facilitation de l'accès aux exploitations (les grands bassins de production de la Bénoué, du Mayo Rey, de Mbe et de Wassande) et aux marchés environnants. Le projet a pour but de dynamiser les zones de production agricole en améliorant l'accès aux zones agricoles.

Ce Projet constitue donc un véritable soutien au déploiement du Plan National de lutte contre la malnutrition et à la mise en œuvre de la politique de réduction de la dépendance du Cameroun aux importations (import-substitution).

III- FINANCEMENT DU PROJET

Le projet est financé par la République Fédérale d'Allemagne et la **KfW** au travers d'un don d'environ **12,5 milliards de F CFA** soit **19 millions d'EUROS** pour le financement des travaux de réalisation des infrastructures socio-économiques (Réhabilitations/réfections des routes communales, mesures antiérosives et construction d'ouvrages d'art) dans les régions du Nord et de l'Adamaoua.

IV- NOS REALISATION DANS LA REGION DU NORD

1- COMMUNE DE GAROUA 3^{eme}

1- Route « N2-2 : Djalingo – Haigadjewa – Baroumi

 **23.95 kilomètres**

 **30 Ouvrages d'art**

LE POTENTIEL



2- LES COMMUNES DE NGONG, GAROUA 3EME, LAGDO

Route Intercommunale 6_4 : SANGUERE PAUL – KAREWA–OURO KESSOUM

42 kilomètres

29 Ouvrage d'art



3- COMMUNE DE BIBEMI

1- Piste giz-04 : Adoumri-Sebore-karedje-Bounguel-Lombo ouvrages d'art »

Linéaire 26.44 kilomètres

28 Ouvrages d'art



4- COMMUNE DE LAGDO

Routes, « GIZ 02 Gounougou – Riao – Djanga – Labakrikri et GIZ 03 Dingale – Djalingo Kapsiki (Moufou) :

17.07 kilomètres

11 Ouvrage d'art



Travaux de la chaussée de la route GIZ 03 et ouvrage en construction

5- COMMUNE DE NGONG

Route « N4-2 : Njola-Laindé Massa-Mayo Bangaï-Douka Longo-Tamoulde- Sabongari- Ngong

28.20 kilomètres

20 Ouvrage d'art



Construction des ouvrages

6- COMMUNE DE MAYO HOURNA

Route N3_1 : Nakong-Bangli-Ndaou-Bakasssi-Malape-Patara

24 kilomètres

12 Ouvrages d'art



Travaux de reprofilage en cours

V- Mise en place des Comités des Gestion de l'Entretien des Routes Communales, Ouvrages d'art et mesures antiérosives (GERCO).



Séances de sensibilisation des chefs de village

Le CRFC, levier de l'import-substitution et de la transformation locale au Cameroun

■ *Le Centre de Réseaux des Filières de Croissance (CRFC) se présente comme un dispositif stratégique pensé pour réduire la dépendance du Cameroun aux importations de produits transformés, en structurant les filières de production autour de pôles d'entreprises, de transformation et de commercialisation. Porté par le Centre d'Appui aux Actions Rurales de Développement (CAARD), il s'inscrit dans la vision d'un tissu productif plus intégré, plus compétitif et mieux orienté vers l'import-substitution.*

Le Cameroun fait face à une forte facture des importations de produits et sous-produits issus de la transformation. Ce qui pèse sur la balance commerciale et freine la valorisation locale des filières. C'est dans ce contexte que le CRFC a été conçu comme une réponse opérationnelle pour renforcer la transformation sur place des matières premières et créer davantage de valeur ajoutée dans le pays. C'est à l'occasion du Forum international Gouvernement-CAARD de février 2011 à Yaoundé, consacré au développement en réseaux des systèmes productifs de la filière coton/textile dans la zone CEMAC que l'idée de la mise sur pied de cette structure stratégique naît. Au terme de cette rencontre, le très-haut accord du chef de l'État ouvre alors la voie à la création du Centre. Le 30 octobre 2012, le Premier ministre, chef du gouvernement transmet l'avant-projet sommaire au Minpat pour avis sur la performance du projet. L'objectif global du projet est de développer des systèmes productifs



Dr Yonga Bakalag Simon, Coordonnateur national du CRFC

en réseaux de pôles d'entreprises de production, de transformation et de commercialisation, orientés vers l'import-substitution. Le programme vise notamment à faciliter l'accès au marché, promouvoir des entreprises championnes et satellites, améliorer la productivité, renforcer la professionnalisation des acteurs, faciliter le crédit et accompagner la numérisation des filières de croissance. Sur la période 2022-2029, le Centre entend réduire la facture des importations des produits dérivés des huit filières de croissance retenues (cacao ; café ; manioc ; filière aquacole ; filière bovine-laitière ; huile de palme ; oignon ; filière bois) de 50%. Le CRFC s'articule autour de quatre composantes majeures que sont la commercialisation des productions, la mise en place d'un réseau d'entreprises championnes et satellites, le développement de

la productivité et de l'entrepreneuriat, l'appui institutionnel et le renforcement des capacités. Dans cette dynamique, des conventions et des MoU ont été conclus avec plusieurs partenaires internationaux pour appuyer des solutions industrielles dans des domaines variés comme l'énergie, la conservation, la transformation du manioc, le café instantané, l'aquaculture ou encore les intrants agricoles. Pour être efficient, le Centre entend assurer l'installation d'unités industrielles majeures dans les chaînes de valeur retenues. Le projet prévoit aussi l'insertion de 18 500 jeunes dans les bassins de production, dont 30% de femmes, avec l'ambition de stimuler l'emploi, d'améliorer la sécurité alimentaire et de consolider l'équilibre de la balance commerciale.

Yvan Njuplong

MINADER Strengthens Cameroon's Rice Value Chain Through Modernisation of UNVDA Rice Processing Facility

Gabriel Mbairrobe, Minister of Agriculture and Rural Development, accompanied by the Governor of the North West Region and other administrative, traditional and development stakeholders, inspects the newly installed rice processing equipment at the Upper Nun Valley Development Authority (UNVDA) in Ndop, Ngoketunjia Division.



Brief explanation by the GM of UNVDA

NDOP, NORTH WEST REGION – As part of Government's commitment to achieving food security and reducing dependence on imported rice, the Minister of Agriculture and Rural Development, H.E. Gabriel Mbairrobe, paid a working visit to the Upper Nun Valley Development Authority (UNVDA) in Ndop, Ngoketunjia Division, North West Region, to inspect the installation of newly acquired modern rice processing equipment. This visit took place under the supervision of the general manager of UNVDA, Eric Akongnui Andangfung and brought together regional and local administrative authorities as well as key stakeholders in the agricultural sector. Their presence underscored the strategic importance of the investment

to the region and to Cameroon's agricultural transformation agenda.

The visit provided an opportunity to assess the progress of the modernisation of the UNVDA rice factory, a key facility expected to significantly improve rice processing capacity, product quality and operational efficiency. The upgraded equipment will reduce post-harvest losses, increase value addition and strengthen the competitiveness of locally produced rice.

The rice factory remains a vital economic pillar for the communities of Ngoketunjia and the wider North West Region. It provides a dependable market for thousands of rice farmers, creates employment opportunities, stimulates local businesses and contributes to

rural development.

At the national level, the modernisation of the UNVDA facility is a major step towards import substitution by increasing domestic rice production and reducing Cameroon's reliance on imported rice. This will help conserve foreign exchange, strengthen food security and advance the Government's vision of agricultural self-sufficiency and sustainable economic growth.

The working visit reaffirmed MINADER's commitment to modernising agricultural infrastructure and supporting strategic investments capable of transforming Cameroon's rice value chain for the benefit of present and future generations.

Heris Nange

Projet Plaine centrale

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural visite les installations de PAFIC FLOUR

■ Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a effectué une visite de terrain le jeudi 07 mai 2026 à Mbandjock et à Leboudi dans le département de la Lékié, région du Centre, dans le cadre du suivi des investissements du Projet Plaine Centrale. Cette visite de travail visait à évaluer les installations de l'entreprise PAFIC FLOUR et à renforcer la dynamique de transformation locale du manioc.



Visite guidée des exploitations agricoles de PAFIC FLOUR

Le ministre Gabriel Mbairobe a effectué une descente sur le terrain dans les localités de Mbandjock et de Leboudi, afin de s'enquérir de l'état d'avancement des activités agricoles et industrielles menées dans le cadre du Projet Plaine Centrale. Cette initiative structurante du gouvernement vise à optimiser l'exploitation des terres agricoles disponibles tout en attirant des investissements privés capables de moderniser le secteur. Dans ce contexte, l'entreprise PAFIC FLOUR a bénéficié du foncier lui permettant de développer des infrastructures agricoles et agro-industrielles de grande envergure. Sur le terrain, il a pu apprécier les aménagements réalisés, en matière de mise en valeur des terres, d'organisation des exploitations et de mécanisation des activités agricoles. Cette visite s'inscrit également dans la volonté des pouvoirs publics de promouvoir une agriculture de seconde génération, axée sur la productivité et la transformation. Le manioc, culture stratégique au Cameroun, occupe une place centrale dans cette politique en raison de son importance dans l'alimentation des populations. Le ministre a d'ailleurs rappelé que la transformation locale constitue un levier essentiel pour réduire les pertes post-récolte et augmenter les

revenus des producteurs. Il a également insisté sur la nécessité de renforcer les chaînes de valeur agricoles afin de soutenir l'économie nationale. Il a d'ailleurs noté l'exemple de PAFIC FLOUR dont la présence et les investissements illustrent l'intérêt croissant des investisseurs pour le secteur agro-industriel. Le Projet Plaine Centrale apparaît ainsi comme un modèle de collaboration entre l'État et le secteur privé. Le gouvernement entend d'ailleurs multiplier ce type d'initiatives dans d'autres bassins de production. La visite du ministre Gabriel Mbairrobe avait aussi pour objectif d'identifier les éventuelles contraintes rencontrées par les opérateurs. Le ministre a encouragé les responsables de l'entreprise à poursuivre leurs efforts d'investissement. Il a souligné l'importance du respect des engagements contractuels liés aux titres fonciers. La question de l'impact social des projets a également été évoquée. Le gouvernement souhaite que ces investissements profitent directement aux populations locales.

À Mbandjock, le ministre a procédé à la visite de deux vastes champs de production de manioc appartenant à l'entreprise PAFIC FLOUR. Sur ces sites, il a observé les différentes étapes de la culture, depuis la préparation des sols jusqu'à la croissance des plants. Les responsables techniques ont présenté les variétés de manioc utilisées, sélectionnées pour leur rendement élevé et leur résistance aux maladies. Le ministre s'est également intéressé aux techniques agricoles mises en œuvre, notamment l'utilisation d'équipements modernes et de pratiques culturelles améliorées. Le Minader

n'a pas manqué d'échanger avec les ouvriers présents sur le site, s'enquérant de leurs conditions de travail et de leur formation. Il a insisté sur la nécessité de renforcer les capacités des ressources humaines pour garantir la durabilité des projets. La visite s'est poursuivie dans une unité de transformation du manioc en farine panifiable. Cette infrastructure industrielle constitue un maillon essentiel de la chaîne de valeur du manioc. Le processus de transformation, allant du lavage des tubercules au séchage et au broyage, a été présenté en détail au ministre. Ce dernier a salué l'initiative de produire de la farine panifiable, susceptible de se substituer partiellement à la farine de blé importée. Cette orientation contribue à la politique nationale de promotion de l'import-substitution. Elle permet également de réduire la dépendance du Cameroun aux importations de produits céréaliers. Le ministre a encouragé l'entreprise à augmenter ses capacités de production. Il a souligné l'importance de garantir la qualité des produits finis. Par ailleurs, la visite de la boutique témoin de PAFIC FLOUR a permis de découvrir une large gamme de produits dérivés du manioc. On y retrouve notamment des farines, des produits boulangers transformés et d'autres produits ménagers. Cette vitrine commerciale illustre les possibilités de diversification offertes par la transformation agroalimentaire. Elle participe également à la valorisation des produits locaux auprès des consommateurs. Le ministre a invité les populations à soutenir ces initiatives en privilégiant les produits locaux. Il a enfin salué la contribution de l'entreprise à la créa-

tion d'emplois dans la localité de Mbandjock.

La délégation conduite par le ministre qui avait à sa suite le gouverneur de la région du Centre s'est ensuite rendue à Leboudi, dans l'arrondissement d'Okola, pour la suite de la visite. Sur place, le ministre a inspecté une autre unité de transformation de manioc en farine panifiable mise en place par l'entreprise PAFIC FLOUR. Cette infrastructure vient compléter le dispositif industriel déjà observé à Mbandjock. Elle permet d'accroître les capacités de transformation et de rapprocher les unités industrielles des zones de production et de large consommation. Le ministre a salué cette stratégie d'implantation territoriale, qui favorise une meilleure organisation de la filière. Au cours de la visite, les responsables de l'entreprise ont présenté les performances de l'usine ainsi que ses perspectives de développement. Le ministre a insisté sur la nécessité d'assurer un approvisionnement régulier en matière première. Il a également évoqué les enjeux liés à la logistique et à la distribution des produits finis. Cette visite a été marquée par l'intervention du maire de la commune d'Okola. Dans son mot, Vincent de Paul Noa a exprimé sa gratitude au gouvernement pour l'attention accordée à sa localité. Il a salué la présence du ministre comme un signe fort de reconnaissance et d'encouragement. Le maire a mis en avant les retombées positives de l'implantation de PAFIC FLOUR dans la zone. Il a évoqué les opportunités économiques créées pour les populations locales.

Yvan Njuplong

Programme de valorisation des ressources en eau et du sol à usage agropastoral (PVRESA) et halieutique dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Adamaoua au Cameroun



Dr Kalgon Pagna, coordonnateur national du Programme



Le Grand-Nord du Cameroun amorce un tournant décisif. En début d'année 2026, le **PVRESA** en cours de maturation est sous la co-tutelle technique du MINADER et du MINEPIA. C'est un vaste programme qui s'inscrit en droite ligne des directives présidentielles. Comme l'a souligné le Chef de l'État, S.E. Paul Biya, dans son message du 31 décembre 2025, « **le meilleur reste à venir** » pour notre nation, à condition de transformer nos potentialités en réalités concrètes.

Une réponse à l'urgence de l'action

Le président de la République a été clair : « l'œuvre de construction nationale (...) ne saurait s'accommoder du désordre, de l'indiscipline et de l'impunité ». C'est avec cette exigence de rigueur que la première phase du PVRESA sera pilotée. Avec un investissement de 94,8 milliards de FCFA, la construction du barrage de Mikiri dans la région de l'Extrême-Nord et l'aménagement du lac Mbalang dans la région de l'Adamaoua ne sont pas de simples chantiers, mais des réponses directes à la volonté présidentielle d'accélérer les projets dans les secteurs stratégiques de l'eau à usage agropastoral et des sols.

Un modèle de développement centré sur la jeunesse et les femmes

Conformément à l'engagement du chef de l'État de placer les jeunes et les femmes au cœur de l'action gou-

vernementale pour une « meilleure responsabilisation et protection », le PVRESA imposera un quota d'au moins 50 % de jeunes et de femmes parmi les acteurs clés des chaînes de valeur. Nos agropoles seront conçues pour être des moteurs de croissance inclusive, offrant ainsi des opportunités réelles d'entrepreneuriat dans les trois régions septentrionales.

Vers une émergence agro-industrielle

Le chef de l'État a réitéré son appel au rassemblement pour bâtir un pays uni et prospère. C'est à ce titre que le PVRESA entend matérialiser cette vision en développant des chaînes de valeur complètes (maïs, soja, sorgho, poisson, bovin viande, bovin lait) et en sécurisant l'accès à l'eau pour l'élevage et la pisciculture. En intégrant des solutions énergétiques alternatives et la digitalisation, nous modernisons notre agriculture pour répondre aux défis de demain, notamment la sécurité alimentaire et la résilience aux changements climatiques de nos populations rurales.

Comme l'a rappelé le président Paul Biya, l'heure est à la consolidation des acquis et à la « détermination accrue ». Le PVRESA constituera une réponse sûre et durable comme contribution à ce combat pour la souveraineté alimentaire et le rayonnement de notre pays. Ensemble, faisons du Cameroun le grenier de l'Afrique centrale.

La rédaction



CAMVERT S.A.
Une autre façon de faire l'agriculture



Site : www.camvert.cm
e-mail : info@camvert.cm
BP : 268 Yaoundé
Tél : +237 222 23 38 97 / 691 41 74 49



Société de Développement du Coton du Cameroun
Le MINADER et La SODECOTON, résolument tournés vers
l'agriculture de seconde génération, pour un développement durable.



Telex: 644839 F